

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 juin 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 26 juin 2012, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004)  
concernant la République démocratique du Congo**

Comme suite à la lettre datée du 21 juin 2012 que je vous ai adressée, dans laquelle je soumettais le rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo en demandant qu'il soit publié comme document du Conseil (S/2012/348), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint l'additif audit rapport d'étape (voir annexe).

Le Président  
(*Signé*) Agshin **Mehdiyev**



## Annexe

### **Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2012/348) concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions**

#### **I. Introduction**

1. Pour faire suite à l'exposé oral qu'il a fait au Comité des sanctions le 13 juin 2012, et conformément à l'engagement qu'il a pris de fournir rapidement au Comité des informations sur les violations de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions, le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo présente ci-après l'additif à son rapport d'étape (S/2012/348)<sup>1</sup>.

2. Depuis le début de son mandat actuel, le Groupe a recueilli des preuves des violations de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions commises par le Gouvernement rwandais. Ces violations consistent en la fourniture de soutien matériel et financier à des groupes armés opérant dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), y compris le M23 récemment constitué, en contravention des dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1807 (2008) du Conseil de sécurité<sup>2</sup>. Les violations de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions incluent :

- L'assistance directe à la création du M23 en facilitant le passage d'armes et de troupes par le territoire rwandais;
- Recrutement pour le compte du M23 de jeunes rwandais et d'anciens combattants démobilisés ainsi que de réfugiés congolais;
- Fourniture d'armes et de munitions au M23;
- Mobilisation de responsables politiques et financiers congolais et manœuvres en faveur du M23;
- Interventions directes des Forces de défense rwandaises (FDR) sur le territoire congolais afin de renforcer le M23;
- Appui à plusieurs autres groupes armés ainsi qu'à des mutineries au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans l'est du Congo;

---

<sup>1</sup> Le 18 mai 2012, le Groupe a présenté son rapport d'étape au Comité des sanctions, qui l'a à son tour transmis au Conseil de sécurité le 21 juin 2012.

<sup>2</sup> Le paragraphe 1 de la résolution 1807 (2008) du Conseil de Sécurité des Nations Unies stipule que : « tous les États prendront les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects, depuis leur territoire ou par leurs nationaux, ou au moyen d'aéronefs immatriculés sur leur territoire ou de navires battant leur pavillon, d'armes et de tout matériel connexe, ainsi que la fourniture de toute assistance et de tout service de conseil ou de formation se rapportant à des activités militaires, y compris tout financement et toute aide financière, à toutes les personnes et entités non gouvernementales menant des activités sur le territoire de la République démocratique du Congo ».

- Violation du gel des avoirs et de l'interdiction de voyager à raison du soutien fourni à des personnes visées par les sanctions<sup>3</sup>.

3. Au fil de l'enquête qu'il mène depuis la fin 2011, le Groupe a trouvé des preuves substantielles attestant le soutien des autorités rwandaises à des groupes armés opérant dans l'est de la RDC. Initialement, les FDR semblaient établir ces alliances afin de faciliter une vague d'assassinats dirigés contre les principaux commandants de haut rang des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), affaiblissant ainsi considérablement le mouvement rebelle (voir S/2012/348, par. 37 et 38). Ces menées se sont toutefois rapidement transformées en action à l'appui d'une série de mutineries postélectorales au sein des FARDC, pour finalement conduire au soutien direct, en utilisant le territoire rwandais, à l'organisation des forces rebelles du M23, composées d'anciens officiers du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) intégrés dans l'armée congolaise (FARDC) en janvier 2009. Depuis que le M23 s'est installé sur des positions stratégiques le long de la frontière rwandaise en mai 2012, le Groupe a rassemblé des preuves accablantes indiquant que des officiers de haut rang des FDR, en leur qualité officielle, ont soutenu les rebelles en leur fournissant des armes, du matériel militaire et de nouvelles recrues.

4. À son tour, le M23 continue de solidifier ses alliances avec de nombreux autres groupes armés et mouvements de mutinerie, y compris ceux qui ont par le passé bénéficié du soutien des FDR. Il en est résulté pour l'armée congolaise (FARDC), déjà par trop sollicitée, d'énormes problèmes en matière de sécurité, dans la zone allant du district de l'Ituri dans le nord, au territoire de Fizi dans le sud. En violant ainsi l'embargo sur les armes, les autorités rwandaises enfreignent également les mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs prévues par le régime de sanctions du fait qu'elles ont inclus parmi leurs alliés directs trois individus inscrits sur la liste des personnes visées par les sanctions.

5. Depuis le début avril 2012, les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont organisé une série de réunions bilatérales de haut niveau pour tenter de résoudre la crise qu'a exacerbée le soutien que le Rwanda apporte ainsi à des groupes armés. Lors de ces discussions, les responsables rwandais ont insisté pour que l'immunité soit accordée à leurs alliés parmi les groupes armés et les mutins, dont Bosco Ntaganda, ancien général du CNDP, et pour que des unités supplémentaires des FDR soient déployées dans les Kivus afin de mener des opérations conjointes à grande échelle contre les FDLR. Cette dernière demande a été réitérée à plusieurs reprises malgré le fait que : a) à la fin février, les FDR ont cessé leurs initiatives unilatérales visant à affaiblir les FDLR<sup>4</sup>; b) les Forces spéciales des FDR sont déjà officiellement déployées dans le territoire de Rutshuru depuis plus d'un an; c) des unités opérationnelles des FDR sont déployées périodiquement afin de renforcer le M23 lors des affrontements avec l'armée congolaise; d) le M23 est directement et indirectement allié avec plusieurs groupes dissidents des FDLR; et e) les FDR ont de nouveau mobilisé des membres des FDLR antérieurement rapatriés afin d'étoffer les rangs du M23.

<sup>3</sup> La liste officielle des personnes et entités désignées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) est disponible à l'adresse suivante : [www.un.org/french/sc/committees/1533/pdf/list\\_french\\_new.pdf](http://www.un.org/french/sc/committees/1533/pdf/list_french_new.pdf).

<sup>4</sup> Le capitaine Theophile (l'officier opérations-instruction du bataillon de police militaire) a été le dernier officier des FDLR à être assassiné, à la fin février 2012.

### **Renforcement des règles**

6. Étant donnée la gravité de ces constatations, le Groupe a adopté des normes méthodologiques plus strictes. Depuis le début avril 2012, le Groupe a rencontré plus de 80 déserteurs mutinés contre les FARDC et les groupes armés congolais, y compris le M23. Parmi ces derniers, il s'est entretenu avec 31 ressortissants rwandais. Le Groupe a en outre photographié des armes et du matériel militaire découverts dans des caches d'armes et sur le champ de bataille et s'est procuré des documents officiels et des messages radio interceptés. Il s'est également entretenu avec des dizaines de hauts commandants militaires congolais et des agents du renseignement ainsi qu'avec des dirigeants politiques et responsables locaux ayant une connaissance approfondie de l'évolution de la situation entre la RDC et le Rwanda. En outre, le Groupe a communiqué régulièrement avec plusieurs agents actifs de la mutinerie au sein du CNDP, de la rébellion M23 et d'autres groupes armés. Enfin, alors que sa méthodologie habituelle requiert un minimum de trois sources considérées comme crédibles et indépendantes les unes des autres, le Groupe a élevé cette norme à cinq sources lorsqu'il s'agit de désigner des personnes précises impliquées dans des cas de violation de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions.

## **II. Soutien du Rwanda au M23**

7. Depuis les premières étapes de la création du M23, le Groupe a rassemblé des informations sur l'appui militaire et politique systématique que les autorités rwandaises prêtent au groupe rebelle. Lorsqu'ils ont pris le contrôle de la position stratégique de Runyoni, le long de la frontière entre la RDC et le Rwanda, les officiers du M23 ont ouvert deux axes d'approvisionnement reliant Runyoni à Kinigi ou à Njerima (Rwanda), que les officiers des FDR utilisent pour fournir des renforts en troupes, en recrues et en armes. Le Groupe a également trouvé des preuves que les autorités rwandaises ont mobilisé en faveur du M23 des anciens cadres et officiers du CNDP, des personnalités politiques du Nord-Kivu, des chefs d'entreprise et des jeunes.

### **A. Assistance directe à la création du M23 à partir du territoire rwandais**

8. Le colonel Sultani Makenga a déserté les FARDC afin de créer la rébellion M23 en utilisant le territoire rwandais et avec l'appui direct des FDR (voir S/2012/348, par. 104). Le 4 mai, Makenga a traversé la frontière à Goma pour se rendre à Gisenyi (Rwanda) où il a attendu que ses soldats le rejoignent depuis Goma et Bukavu. Des sources de renseignement, des collaborateurs du M23 et des personnalités politiques locales ont confirmé au Groupe que le commandant de la division ouest des FDR, le général Emmanuel Ruvusha, a accueilli Makenga à son arrivée à Gisenyi. Les mêmes sources ont indiqué que Ruvusha avait organisé les jours suivants à Gisenyi et à Ruhengeri une série de réunions de coordination avec d'autres officiers des FDR et avec Makenga.

9. Le 4 mai également, selon d'anciens officiers du CNDP et des FARDC, les colonels Kazarama, Munyakazi et Masozera, ainsi qu'environ 30 soldats fidèles à Makenga, ont quitté Goma et franchi la frontière vers le Rwanda en traversant des

champs proches de la frontière avec Kanyamuyagha. Plusieurs officiers des FARDC, des responsables civils de la surveillance des frontières et des agents du renseignement en poste à Kanyamuyagha ont confirmé qu'ils ont clairement vu les traces de bottes laissées par les troupes de Makenga qui ont franchi la frontière pour entrer au Rwanda, à quelques mètres de distance d'une position des FDR du côté rwandais. Ces mêmes sources ont en outre retrouvé plusieurs uniformes des FARDC abandonnés au même endroit et la même nuit par des déserteurs.

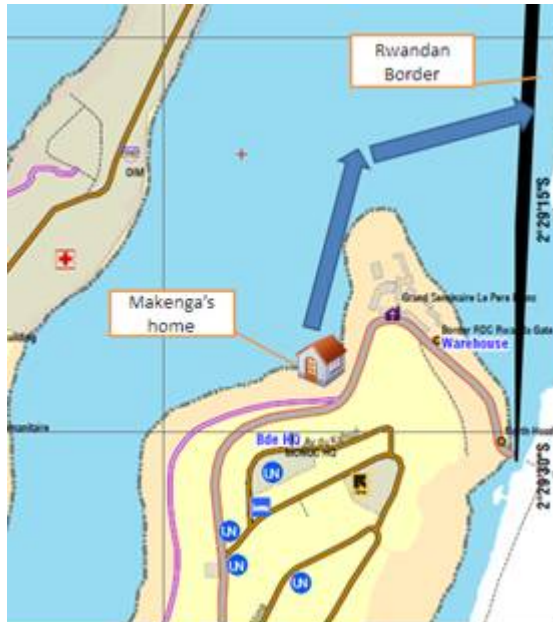
10. Un deuxième groupe de soldats loyaux à Makenga a déserté les rangs des FARDC à Bukavu, également en passant par le Rwanda. Trois anciens combattants du M23 qui ont participé à l'opération ont déclaré au Groupe qu'avant sa désertion, Makenga avait rassemblé environ 60 hommes sous le commandement du major Imani Nzenze, son secrétaire, ainsi que les colonels Séraphin Mirindi et Jimmy Nzamuyein dans sa résidence au bord du lac Kivu, dans le quartier de Nguba, à Bukavu (voir image 1). Le 4 mai à 20 h 30, deux grandes embarcations à moteur ont transporté de l'autre côté du lac les 60 soldats et plusieurs tonnes de munitions et d'armes vers la ville rwandaise de Cyangugu, située à 200 mètres de là (voir S/2012/348, par. 118). Les mêmes sources ont indiqué qu'une fois arrivées au Rwanda, les embarcations ont été renvoyées une fois de plus à la résidence de Makenga pour y récupérer le reste des armes et des munitions (voir image 2). Selon l'un des combattants du M23 qui a plus tard déserté le mouvement et selon les services du renseignement congolais, les armes évacuées comprenaient des armes lourdes, telles que des lance-roquettes de type Katiousha, des RPG 7 et des fusils-mitrailleurs de 14,5 mm, dont certaines provenaient des caches d'armes de Makenga à Nyamunyi (voir S/2012/348, par. 118).

Image 1

**La maison du colonel Makenga et son ponton privé, à Bukavu**



Image 2  
**Itinéraire suivi par les armes et les troupes à partir de la maison du colonel Makenga le 4 mai 2012**



11. Les trois anciens combattants du M23 qui ont participé à cette opération ont également dit au Groupe qu'à leur arrivée à Cyangugu, les FDR et la police rwandaise les ont amenés dans un camp militaire. Les FDR leur ont ensuite fourni des uniformes complets de l'armée rwandaise à porter durant la traversée du Rwanda. Les troupes et le matériel militaire ont ensuite été chargés sur trois camions des FDR et transportés jusqu'à la position militaire FDR de Kabuhanga en passant par les villes de Kamembe, Gikongoro, Butare, Ngororero et Nkamira. Cette position militaire est située sur la frontière entre la RDC et le Rwanda, près du village de Gasizi (Rwanda), à environ 27 kilomètres au nord de Goma. Le témoignage de ces anciens combattants a été corroboré par plusieurs sources interrogées par le Groupe, qui ont toutes confirmé le mouvement de troupes du Rwanda vers la RDC :

a) Quatre dirigeants locaux que le Groupe a interrogés séparément à Kibumba ont été personnellement témoins du déchargement de matériel militaire et du débarquement de troupes transportés en camion et en jeep par les FDR à Gasizi, aux mêmes dates;

b) Deux agents du service des douanes congolais ont observé les camions des FDR qui ont amené les troupes et le matériel militaire à Gasizi;

c) Un agent du renseignement civil a rapporté que des troupes ont été emmenées à Gasizi dans des camions;

d) Un rapport interne des services du renseignement civil des FARDC indique que les troupes ont été amenées à Gasizi pour rallier Makenga (voir annexe 1).

12. Plusieurs anciens combattants du M23 ont également dit au Groupe que le général Ruvusha a accompagné Makenga lorsqu'il est allé rencontrer ses troupes à la base des FDR à Kabuhanga (voir image 3). Les commandants FDR ont ordonné aux soldats congolais de remettre leurs uniformes des FARDC et leur ont fourni des bâches en plastique, des vivres, du savon et des ustensiles de cuisine. Les officiers des FDR ont également ordonné aux soldats de retirer toute marque se rapportant au Rwanda, telles que les étiquettes des uniformes et des bouteilles d'eau.

Image 3

### Déplacements du M23 au Rwanda facilités par les FDR



13. Cette nuit-là, les officiers des FDR ont ordonné aux déserteurs des FARDC de décharger et de transporter les armes apportées de Bukavu, en traversant le Parc national de Virunga, jusqu'à Gasizi, qui se trouve en RDC<sup>5</sup>, entre les volcans Karisimbi et Mikeno. Le 8 mai, ces soldats ont rejoint les mutins venus de Masisi au point de rassemblement à Gasizi. Les officiers de l'armée et de la police et les autorités locales de Kibumba ont rapporté l'arrivée des mutins de Masisi près de la frontière, et le mouvement des troupes de Makenga depuis le Rwanda et vers la RDC. Un notable local a recueilli les témoignages de civils rwandais qui ont dit avoir été forcés de porter les armes depuis Gasizi, au Rwanda, jusqu'à la frontière avec la RDC. Une fois que les groupes de Ntaganda et de Makenga ont fusionné, ils ont avancé plus loin dans le parc et ont pris le contrôle de Runyoni le 10 mai pour lancer officiellement les opérations militaires du M23 (voir S/2012/348, par. 104)<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> Le village correspondant sur la frontière en RDC s'appelle également Gasizi.

<sup>6</sup> Le 6 mai 2012, juste après la désertion du colonel Makenga, le CNDP a publié un communiqué officiel annonçant la création du M23.

## **B. Recrutement effectué par les FDR pour le compte du M23**

14. Une fois que le M23 a établi ses positions le long de la frontière rwandaise à Runyoni<sup>7</sup>, les FDR ont commencé à faciliter l'arrivée de nouvelles recrues civiles et d'anciens combattants démobilisés des FDLR afin de renforcer les rangs des rebelles.

### **Nouvelles recrues civiles**

15. Le Groupe s'est entretenu avec 30 ressortissants rwandais précédemment recrutés pour le compte du M23 qui avaient réussi à s'échapper. Interrogés séparément, chacun d'entre eux a confirmé avoir été recruté au Rwanda. Certains ont eu des contacts avec des « sensibilisateurs » civils mais la plupart ont déclaré que des officiers des FDR avaient directement participé au recrutement. Des collaborateurs du M23, d'anciens officiers du CNDP, des personnalités politiques, des anciens combattants du M23 et des réfugiés congolais au Rwanda ont informé le Groupe qu'un vaste réseau de mobilisation aux fins du recrutement, privilégiant les ressortissants rwandais et les réfugiés congolais, avait été mis en place dans les principales villes rwandaises situées à la frontière avec la RDC, ainsi que dans les camps de réfugiés. Des coordonnateurs chargés du recrutement à Kinigi, Ruhengeri, Mudende, Gisenyi, Mukamira et Bigogwe sont chargés de localiser et de rassembler les jeunes hommes afin de les recruter et de les remettre aux soldats des FDR. Deux réfugiés congolais, ainsi qu'un visiteur du camp de réfugiés de Nkamira (situé à 27 km de Gisenyi, au Rwanda) ont déclaré au Groupe qu'une campagne de sensibilisation systématique a été menée dans le camp pour encourager les jeunes hommes à rallier le M23.

16. Des anciens combattants du M23 venus du Rwanda ont déclaré que le principal point de transit pour le recrutement est la position des FDR à Kinigi, où les recrues sont regroupées et envoyées en RDC (voir image 4). Cette pratique a également été confirmée indépendamment par les services du renseignement congolais et par un ancien officier des FDR. D'après certains témoignages, les recrues reçoivent souvent un repas à l'Hôtel Bishokoro, qui appartient au général Bosco Ntaganda et à son frère, à Kinigi. Ensuite, les soldats des FDR escortent des groupes importants de nouvelles recrues jusqu'à la frontière et les envoient en RDC.

---

<sup>7</sup> Runyoni était un bastion militaire du CNDP en 2008. Voir S/2008/773 par. 64 b).



Image 4  
 Axes d'approvisionnement et de recrutement des RDF pour le M23



17. Selon des officiers des FARDC, les services du renseignement congolais et des sources civiles à Kibumba, un deuxième point d'entrée pour les recrues qui rejoignent le M23 à partir du Rwanda est la ville de Njerima<sup>8</sup>, située près de la frontière entre le Rwanda et la RDC, au sud-ouest de Kinigi (voir annexe 2). Les commerçants locaux qui vendent leurs marchandises à Njerima ont déclaré que durant la dernière semaine du mois de mai, les recrues du M23 qui avaient traversé le village comptaient dans leurs rangs des réfugiés originaires de Masisi ainsi que des ressortissants rwandais. Les recrues arrivent en bus à Ruatano, à environ un kilomètre de Njerima. À partir de Njerima, des sentiers mènent à Kabare, qui se trouve en RDC, dans le parc national de Virunga, entre les volcans Mikeno et Karisimbi. Selon les autorités responsables du parc, Kabare est une clairière naturelle dans la forêt où l'on observe la présence de rebelles depuis la dernière semaine de mai 2012.

18. Le Groupe n'a pas été en mesure d'établir le nombre total de recrues, du fait qu'elles ont été déployées auprès des diverses positions du M23 situées sur sept collines différentes, cela dès leur arrivée à Runyoni<sup>9</sup>. Selon des anciens combattants du M23 d'origine rwandaise, les groupes de recrues qui partent de Kinigi comptent chaque fois de 30 à 45 hommes. Tous les anciens combattants récemment recrutés ont vu d'autres recrues civiles venues du Rwanda lors de leur arrivée à Runyoni et ont également observé l'arrivée de nouvelles recrues venues du Rwanda tous les deux jours. Un déserteur du M23 déployé à Ntaganda a dénombré à son arrivée 130 à 140 recrues originaires du Rwanda, et un autre combattant de Chanzu en a compté environ 70, également originaires du Rwanda. Deux anciens combattants du M23 originaires de Kavumu ont pour leur part vu 60 recrues.

<sup>8</sup> En 2008, Njerima était aussi un point d'entrée permettant de s'infiltrer en RDC à partir du Rwanda. Voir S/2008/773, pièce jointe.

<sup>9</sup> À Runyoni, les mutins ont établi des positions militaires sur les collines de Runyoni, Chanzu, Kanyanja, Jomba, Kavumu, Mbuzi et Bugina.

19. Tous les anciens combattants du M23 ont confirmé la présence d'enfants de moins de 18 ans parmi les vagues de recrues. Le Groupe s'est entretenu avec deux garçons de quinze ans qui s'étaient échappés du M23. Un ancien combattant a rapporté qu'il avait vu 28 enfants à Ntaganda, et un autre a témoigné avoir vu au moins 20 mineurs à Chanzu, une position du M23. À l'instar de la plupart des recrues du M23, ces enfants reçoivent une arme et suivent une formation très rudimentaire avant d'être envoyés immédiatement sur le champ de bataille.

#### **Anciens soldats démobilisés du FDLR**

20. Les FDR ont également déployé d'anciens combattants démobilisés des FDLR pour renforcer le M23. Selon plusieurs anciens officiers de haut rang des FDLR, tous les anciens combattants issus des groupes armés rwandais, après avoir suivi le programme de la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration, sont automatiquement enrôlés dans la Force de réserve des FDR, commandée par le général Fred Ibingira. En tant que membres de la Force de réserve, ils peuvent recevoir l'ordre de se déployer au service de celle-ci dans les délais les plus brefs. D'anciens officiers des FDR, des personnalités politiques et des collaborateurs du M23 ont indiqué que d'anciens combattants des FDLR appartenant à la Force de réserve des FDR ont été remobilisés et déployés à Runyoni aux côtés du M23. Des officiers actifs des FDLR ont confirmé cette remobilisation de combattants des FDLR précédemment rapatriés. Selon d'anciens combattants rwandais du M23 qui ont fui Runyoni, de petits groupes d'anciens combattants démobilisés arrivent chaque jour et sont déployés auprès des différentes positions du M23<sup>10</sup>.

21. Le Groupe a interviewé deux anciens soldats des FDLR qui avaient été précédemment démobilisés au Rwanda et envoyés à Runyoni en mai 2012. Tous deux appartenaient à la Force de réserve. L'un a été déployé après avoir été appelé par des officiers des FDR, et l'autre avait été invité à assister à une réunion avec d'autres soldats démobilisés quand il a reçu l'ordre de partir pour le service militaire. Tous deux ont été conduits à la base militaire de Kinigi, où ils ont reçu des armes et des munitions avant d'être escortés jusqu'à Runyoni de la même manière que les recrues civiles. Tous deux aussi ont témoigné avoir été envoyés à Runyoni avec un groupe de 70 autres personnes, parmi lesquelles 31 soldats démobilisés. À leur arrivée, ils ont vu 11 autres soldats démobilisés à Chanzu (voir S/2012/348, par. 123).

### **C. Appui logistique des FDR au M23**

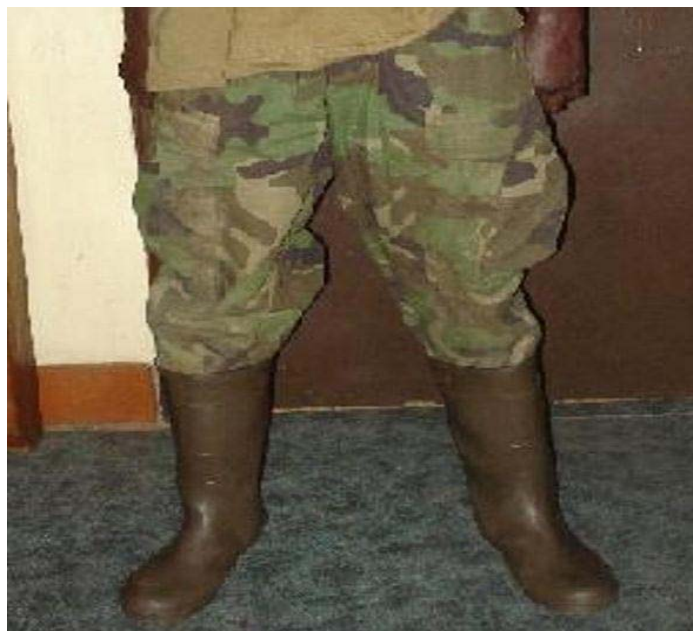
22. Les FDR ont procuré du matériel militaire, des armes, des munitions et des fournitures générales aux rebelles du M23. Des officiers des FARDC et d'anciens membres du CNDP ainsi que d'anciens combattants du M23 avec lesquels le Groupe s'est entretenu ont rapporté que les officiers des FDR appuyaient la logistique du mouvement rebelle à partir des bases militaires de Kinigi et de Njerima. Grâce aux axes d'approvisionnement qui relient le Rwanda à Runyoni, le M23 a reçu non seulement de grandes quantités d'armes et de munitions, mais aussi des vivres, des tentes, du combustible, de l'essence, des bâches en plastique et des médicaments.

<sup>10</sup> Ces anciens combattants des FDLR remobilisés au Rwanda ne doivent pas être confondus avec le groupe dissident des FDLR « Mandevu » qui se bat également aux côtés du M23. Voir par. 100 à 102 du rapport d'étape.

Des anciens combattants ont aussi attesté du fait que des uniformes des FDR ont été également fournis au M23. Le Groupe a photographié un déserteur du M23 portant des bottes et un pantalon de camouflage des FDR (voir image 5). Selon trois anciens combattants du M23, les troupes des FDR aident aussi à évacuer les soldats blessés qui, une fois de l'autre côté de la frontière, sont transportés vers les hôpitaux et les dispensaires de Ruhengeri. De plus, d'anciens officiers du CNDP et des FDR et de hauts commandants des FARDC ont déclaré au Groupe que presque tous les officiers du M23 ont évacué leur famille et leurs biens vers le Rwanda.

Image 5

**Ancien soldat du M23 ayant déserté avec un uniforme des RDF**



23. Les 30 anciens combattants rwandais du M23 interrogés par le Groupe ont déclaré que les FDR les ont forcés à porter une boîte de munition et une arme chacun lorsqu'ils sont entrés en RDC. À proximité du point de passage de la frontière de la RDC avec le village rwandais de Gasizi, le Groupe s'est procuré une boîte de munitions dont des officiers des FARDC et d'anciens combattants du M23 ont certifié qu'elle avait été fournie par les FDR et était destinée au M23. La caisse en métal contenait des balles traçantes de 7,62 mm pour Kalachnikov, dont l'extrémité était peinte en vert, contrairement aux munitions des FARDC (voir image 6). Un habitant déplacé du village de Runyoni, que le Groupe a rencontré à Bunagana, a déclaré que les rebelles du M23 l'avaient forcé à porter les mêmes boîtes de munitions de Chanzu à Runyoni. D'actuels officiers des FDR ont confirmé au Groupe que ce type de munition appartenait bien aux FDR.

24. Le Groupe a en outre photographié des munitions antichars récupérées sur le champ de bataille à proximité de Kibumba (voir annexe 3). La cache d'armes du colonel Makenga à Nyamunyoni contenait plus de 300 munitions pour canons de 75 mm (voir S/2012/348, par. 118 et annexe 4). Selon plusieurs hauts commandants congolais et des officiers chargés de la logistique, ni les munitions antichars

retrouvées sur le champ de bataille en question ni celles qui proviennent de la cache de Makenga n'ont jamais été distribuées par les FARDC.

Image 6

**Munitions traçantes de 7,62 mm fournies au M23 par les RDF (à droite)  
et munitions des FARDC (à gauche)**



25. D'anciens combattants du M23 se sont aussi rendus avec des Kalachnikov, qui sont des fusils différents de ceux utilisés par les FARDC. Le Groupe a photographié un tel fusil, dont le canon est plus large que celui des fusils utilisés par les FARDC (voir image 7).

Image 7

**Fusil de type AK-47 remis par un ancien soldat du M23**





## D. Responsables rwandais mobilisant l'appui au M23

26. Des responsables rwandais de haut rang sont également directement impliqués dans la mobilisation de responsables politiques et de bailleurs de fonds en faveur du M23. Sur la base d'entretiens qu'il a eus avec des membres du M23, d'anciens officiers et personnalités politiques membres du CNDP, des agents du renseignement et de hauts commandants des FARDC, le Groupe a établi que des responsables rwandais ont passé de nombreux coups de téléphone et organisé une série de réunions avec des hommes politiques et des hommes d'affaires congolais pour promouvoir le M23 et lui gagner leur soutien.

### Communications téléphoniques

27. Depuis mai, les autorités rwandaises ont engagé des efforts de grande ampleur pour convaincre d'anciens officiers du CNDP et des personnalités politiques du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et du CNDP de rallier le M23. Plusieurs de ces personnalités politiques ont dit au Groupe que de hauts responsables du Gouvernement rwandais les avaient directement contactés. Un homme politique et un ancien officier du CNDP ont reconnu que le capitaine FDR Célestin Senkoko<sup>11</sup>, assistant personnel du Ministre de la défense rwandais, le général James Kabarebe<sup>12</sup>, leur a téléphoné à plusieurs reprises pour les convaincre de rallier le M23. Un autre homme politique a déclaré au Groupe que Senkoko et Jack Nziza, le secrétaire permanent du Ministre de la défense, lui ont téléphoné pour le menacer après qu'il ait refusé de rallier le M23. Un autre homme politique avec lequel le Groupe s'est entretenu a été contacté par Kabarebe, Senkoko et Nziza, qui lui ont tous trois demandé de mobiliser un appui en faveur du M23. Selon trois autres hommes politiques, Charles Kayonga, le chef d'état-major général des FDR, a téléphoné à des personnalités politiques pour les inviter à une réunion sur le M23 à Kigali. L'ancien général du CNDP Laurent Nkunda est également un mobilisateur clef du M23 et a téléphoné à d'anciens officiers du CNDP pour les convaincre de rallier la nouvelle rébellion (voir S/2012/348, par. 107).

<sup>11</sup> Le capitaine Célestin Senkoko, natif de Goma, était précédemment au service du général Jacques Nziza; il est actuellement l'assistant personnel du Ministre de la défense rwandais, James Kabarebe. Il a pendant des années été chargé de certains aspects de la politique étrangère du Rwanda en RDC. Il a en particulier joué un rôle déterminant dans la distribution d'armes par le mouvement Tous pour la paix et le développement (TPD), lequel a été inscrit pour ces mêmes motifs sur la liste de sanctions établie par le Comité, le 1<sup>er</sup> novembre 2005 ([www.un.org/News/Press/docs/2005/sc8546.doc.htm](http://www.un.org/News/Press/docs/2005/sc8546.doc.htm)).

<sup>12</sup> James Kabarebe, ancien chef d'état-major du Rwanda, a toujours été chargé du « dossier Congo » par le Gouvernement rwandais.

### Réunions organisées par les FDR

28. Le 23 mai 2012, selon des agents du renseignement, des hommes politiques et des collaborateurs du M23, Senkoko a organisé une réunion à Gisenyi, dans la résidence de Gafishi Ngoboka, membre du CNDP, avec la participation d'officiers des FDR et de 32 notables locaux, essentiellement des cadres du CNDP. Senkoko s'est présenté comme un représentant de Kabarebe et a déclaré que le Gouvernement rwandais soutenait le M23, dont le nouveau combat avait pour objectif d'obtenir la sécession des deux Kivus. Après avoir montré sur une carte le territoire qui devait être libéré, il a donné pour instruction aux hommes politiques de convaincre tous les officiers rwandophones opérant dans les Kivus de rallier le M23 et a insisté sur l'importance pour le M23 de gagner un plus large soutien parmi la population et de commencer à collecter des fonds. Selon des agents du renseignement, des personnalités politiques et des collaborateurs du M23, Nziza s'est rendu à Gisenyi et à Ruhengeri à la même époque pour superviser à la fois les activités de mobilisation et les activités militaires intéressant le M23.

29. Une autre réunion similaire du M23 avec les autorités rwandaises a eu lieu le 26 mai 2012 à Ruhengeri (Rwanda), à l'hôtel Ishema. Selon des agents du renseignement et des hommes politiques ayant des liens étroits avec Kigali, les FDR ont organisé cette réunion pour les hommes politiques du CNDP. Présidée par les évêques John Rucyahana<sup>13</sup> et Coline, tous deux hauts responsables du FPR<sup>14</sup>, elle avait pour objectif de faire comprendre que le Gouvernement rwandais soutient le M23 politiquement et militairement. Tous les hommes politiques et officiers rwandophones ont reçu pour instruction de rallier le M23 ou de quitter les Kivus. En particulier, il a été demandé aux hommes politiques du CNDP de démissionner du gouvernorat du Nord-Kivu et de se retirer de la Majorité présidentielle<sup>15</sup>. Suite à la décision prise lors de la réunion tenue à Ruhengeri, le Ministre CNDP de la justice François Rucogoza a démissionné du gouvernorat du Nord-Kivu le 2 juin (voir image 8). Après avoir fait l'objet de pressions considérables visant à lui faire déclarer le retrait du CNDP de la Majorité présidentielle, Edouard Mwangachuchu, chef du parti politique du CNDP, a refusé d'obtempérer. Des personnalités politiques du CNDP ralliées au M23 et opérant à partir du Rwanda ont malgré tout fait une déclaration en ce sens (voir annexe 5).

---

<sup>13</sup> John Rucyahana a été chef de l'Église anglicane à Ruhengeri, Président de la communauté Bagogwe au Rwanda et Président de la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation.

<sup>14</sup> Le Front patriotique rwandais (FPR) est le parti au pouvoir du Président Paul Kagamé.

<sup>15</sup> Un participant aux réunions de Gisenyi et de Ruhengeri a informé le Groupe que les conclusions des réunions prévoient la création à Gisenyi, Masisi, Goma et Ruhengeri de diverses cellules chargées de collecter des contributions financières pour l'achat de fournitures destinées au M23.

Image 8

**Lettre de démission du Ministère provincial du CNDP suite aux instructions reçues des FDR à la réunion de Ruhengeri**

**Exp : TUYIHIMBAZE RUCOGOZA François**  
Ministre Provincial de la justice,  
Droits humains et réinsertion communautaire

Goma, Le 02 juin 2012

A Son excellence Monsieur le Gouverneur  
de la Province du Nord Kivu à Goma.

**Concerne** : Ma démission du Gouvernement Provincial.

Excellence Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'insigne privilège de venir respectueusement auprès de votre haute autorité vous saisir au sujet de l'objet bien identifié en concerne.

En effet, le Bureau Politique de mon Parti, le Congrès National pour la Défense du Peuple, CNDP en sigle, s'est réuni aujourd'hui le 02 juin 2012 en session extraordinaire et à l'issue de cette réunion il m'a été demandé de quitter le Gouvernement au motif que les Accords du 23 mars 2009 signés entre le Gouvernement Congolais et le CNDP n'ont pas été respectés.

En plus comme si cela ne suffisait pas, le Gouvernement a fait la sourde oreille à tous les appels à la paix lancés par mon Parti dans ses différents communiqués de presse et correspondances à son attention.

Dans l'espoir que mes raisons et motifs retiendront votre attention, je vous prie, Excellence Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments patriotiques.

**TUYIHIMBAZE RUCOGOZA François**



Ministre Provincial de la justice,  
Droits humains et réinsertion communautaire

30. Selon des hommes politiques, des individus étroitement associés au M23 et les services du renseignement congolais, des représentants des milieux d'affaires de Goma, principalement des propriétaires de stations-service représentés par Désiré Rwabaenda et Dieudonné Komayombi, ont rencontré le général Kabarebe à Kigali les 2 et 3 juin, puis à nouveau les 9 et 10 juin, pour discuter de la mobilisation de contributions financières au M23.

#### **E. Appui direct fourni au M23 par des unités des FDR lors d'opérations en RDC**

31. D'anciens combattants du M23, des officiers des FARDC, les autorités locales, des agents du renseignement et d'anciens officiers des FDR ont informé le Groupe que des unités des FDR elles-mêmes ont également été déployées pour renforcer le M23 lors de certaines opérations à Runyoni. Les sources suivantes ont fourni des informations détaillées concernant cette implication directe des FDR :

a) Un soldat des FDR de la position militaire de Ntaganda à Runyoni, qui s'est rendu le 14 juin 2012, a déclaré que son unité avait été entraînée pendant deux semaines au camp militaire de Kanombe à Kigali, avant d'être déployée à Runyoni dès la première semaine de mars. Ce soldat, qui avait auparavant combattu comme soldat du CNDP sous Laurent Nkunda et participé à l'opération Amani Leo menée conjointement par les FDR et les FARDC, a été recruté avec plusieurs autres anciens soldats rwandais du CNDP par un capitaine des FDR, au début du mois de février. Son unité, constituée de 80 hommes, avait pour mission de préparer l'arrivée de Ntaganda à Runyoni. Alors qu'elle se rendait à Runyoni en passant par Kinigi, environ 150 soldats FDR supplémentaires ont rejoint ses rangs;

b) Des officiers des FARDC ont informé le Groupe qu'ils avaient capturé un soldat rwandais qui travaillait pour Ntaganda alors qu'il recueillait des informations sur les déploiements des FARDC à Kibumba à la fin du mois d'avril en préparation de l'arrivée du M23 (voir image 9);



Image 9

**Extraits d'un dossier des services internes du renseignement des FARDC concernant un soldat des FDR capturé alors qu'il menait des activités d'espionnage avant l'installation du M23 à Rutshuru**

**III. CIRCONSTANCES D'ARRESTATION**

Arrêté le 29 Avril 12 à RUHUNDA/KIBUMBA quant il espionnait les positions FARDC.

**IV. ELEMENTS RECUEILLIS SUR LUI**

- Ils étaient 03 Mil et avaient reçus la mission auprès du Maj GASORE d'identifier les positions Mil FARDC. Leurs effectif et Armt dans deux axes différents ; l'un dans l'axe KIBUMBA et ses environs tan disque les deux autres dans l'axe KITSHANGA.
- L'U est déployée à KANYANZA/RUANDA depuis 03 mois en provenance de NGUNGU au Congo, au service du Gen BOSCO NTAGANDA qui leurs paye 100 \$ par an, toutefois il a signalé qu'il ne touche plus sa solde de RDF depuis qu'il est au service du Gen BOSCO NTAGANDA or qu'avant il touchait

20 000 Francs Rwandais (FRW). Aussi la relève se fait chaque 05 mois de NGUNGU/RDC pour le RWANDA.

- L'U est S/Comdt du Maj GASORE secondé par le Capt RUGERERO avec un Eff de 100 Mil doté de MAG : 03, Mor 60 mm : 04, LR : 03.
- Pour ce qui est de la source de Rav, ils être dotés par armée Rwandaise. Le Gen BOSCO NTAGANDA leurs avoir aussi doté des tenues FARDC. Autre source de Rav être suite Ops menées contre FDLR.

**V. EVALUATION**

- Il revient que l'armée Rwandaise a mis depuis très longtemps des hommes au profit du Gen BOSCO NTAGANDA pour des fins non définies.
- Il ressort de la compétence de la Hie d'examiner cette situation pour connaître mieux.
- La vérification de l'implantation de cette U au Rwanda peut être possible entre deux états afin d'éclairer les autorités sur cette situation.

c) Un officier de la position du M23 de Ntaganda à Runyoni, qui s'est depuis rendu, a déclaré avoir été témoin de la manière dont les troupes des FDR viennent en aide au M23 durant leurs opérations. Il a déclaré que les FDR utilisent le sentier qui conduit de Kinigi à Chanzu, ou celui qui relie Njerima à Kanyanja, où se trouve la position militaire de Ntaganda. La même source a rapporté que des troupes des FDR ont été déployées dans le parc non loin de Kanyanja pour venir en aide aux rebelles lors des opérations de combat contre les FARDC. L'officier a estimé à environ 150 le nombre de soldats des FDR déployés à Kanyanja;

d) Un autre ancien officier de la position du M23 de Ntaganda à Runyoni, qui s'est également rendu, a dit au Groupe avoir personnellement assisté à l'arrivée d'un bataillon des FDR venu prêter main forte aux mutins après le bombardement de leur position par un hélicoptère des FARDC. L'unité des FDR est passée par la base de Ntaganda avant d'aller appuyer Zimurinda sur la colline de Bugina;

e) Après sa désertion de la position du M23 sur la colline de Mbuzi, un autre ancien officier du M23 a dit au Groupe qu'il a vu des unités des FDR venir aider les rebelles à trois occasions, à la suite d'avancées des FARDC;

f) Un officier de la position de Runyoni, qui s'est rendu, a rapporté avoir assisté à l'arrivée de quatre vagues, chacune comptant environ 100 soldats des FDR et 30 recrues;

g) Un ancien soldat du M23 recruté au Rwanda a rapporté que 20 des 40 soldats des FDR qui ont accompagné les recrues jusqu'à la frontière de la RDC ont continué leur marche et sont restés avec Ntaganda sur la position qu'il occupait après avoir endossé des uniformes des FARDC;

h) Un ancien officier des FDR a affirmé que deux unités des FDR ont été déployées à Kinigi et ont reçu pour mission spécifique de renforcer le M23 en RDC;

i) Dans des communications radio entre les FDR et le M23 que les FARDC ont interceptées et communiquées au Groupe, un officier des FDR reconnaît avoir reçu la visite d'officiers du M23 en territoire rwandais, tandis qu'un officier du M23 déclare que ce dernier a déjà reçu un renfort de 400 à 500 soldats des FDR et demande des troupes additionnelles (voir image 10)<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Cet enregistrement sur cassette sera versé aux archives de l'Organisation des Nations Unies pour référence future.

Image 10

Extraits d'une communication radio du M23 interceptée,  
dans laquelle sont demandés des renforts

FREQUENCES REP  
159.500.00 KHZ  
AVEC LES INDICATIFS Si APRES Qui-ERE  
Commander Par INDICATIFS 24 J (-) ER  
De leurs Mettre en STAND-BAY. lui est NV de  
POUR <sup>RWANDA</sup> MOUV - Mais Non encore IDAIB leurs  
localisation (-)  
- INDICATIFS RWANDAIS - A MANGA  
U07 (-) P35 (-) U05 (-) P241 (-) U00 (-)  
P40 (-) U04 (-) U02 (-) U06 (-) P45 (-) P41 (-)  
P13 (-) P21 (-) P20 (-) 34 Q  
PANDA-MOJA POUR M23 - Mars  
leurs FREQUENCE ER  
160.500.00 KHZ leurs INDICATIFS (-) PLH  
P3 (-) PU (-) OB (-) MB (-)  
POUR OPS Demain Matin.  
Vendredi 1508-06-21  
4H26  
Sit. Matinal **RARUZI / ER**  
MOUV. VERS RUBANGURA (-)  
MT. KUMBU.  
Samedi 1609-06-21  
FREQUENCE NV 161000.00 KHZ.  
Semi-taque donc Boulevard  
INDICATIFS MB ce trouver SUR la Coline  
KUMBU (CHAHAF) il ya Marche et  
RP IF tel Qui est dans ce Village

j) Plusieurs notables déplacés des zones actuellement sous contrôle du M23 ont dit au Groupe que les rebelles qui occupent actuellement leurs villages ont été rejoints par d'autres soldats identifiés comme rwandais en raison de leur équipement militaire distinct, notamment leurs hautes bottes de couleur verte, leurs uniformes tachetés de couleur vive, leurs tentes imperméables et leurs rations de vivres emballées;

k) Deux civils de Chanzu que le Groupe a rencontrés en mai ont également vu des soldats rwandais traverser la frontière vers la RDC vêtus d'uniformes des FDR, puis se revêtir ensuite de l'uniforme des FARDC.

32. Depuis le début 2011, deux unités mixtes des FDR et des FARDC sont déployées dans le territoire de Rutshuru pour conduire des opérations contre les FDLR<sup>17</sup>. Bien que ces unités n'aient pas pris part aux hostilités aux côtés du M23, des officiers des FARDC ont déclaré au Groupe qu'ils craignaient ce scénario.

<sup>17</sup> Voir par. 116 du rapport final du Groupe pour 2011 (S/2011/738).

## **F. Officiels rwandais responsables du soutien au M23**

33. Tout au long des enquêtes qu'il a menées, le Groupe a systématiquement recueilli les témoignages d'anciens combattants du M23, de collaborateurs du M23, d'anciens officiers des FDR, d'agents des services du renseignement congolais, de commandants des FARDC et d'hommes politiques qui affirment l'implication directe du Gouvernement rwandais à un haut niveau dans l'appui au M23<sup>18</sup>.

a) Le général Jacques Nziza, secrétaire permanent du Ministre de la défense, supervise l'ensemble du soutien militaire, financier et logistique ainsi que les activités de mobilisation liées au M23. Il a récemment été déployé à Ruhengeri et à Gisenyi pour coordonner l'assistance au M23 et le recrutement pour son compte;

b) Le général James Kabarebe, Ministre de la défense rwandais, avec l'aide de son secrétaire personnel, le capitaine Célestin Senkoko, est un acteur central du recrutement pour le compte du M23 et de la mobilisation d'un soutien politique et militaire en sa faveur. Kabarebe a souvent été en contact direct avec des membres du M23 sur le terrain pour coordonner les activités militaires;

c) Le général Charles Kayonga, chef d'état-major des FDR, gère l'ensemble de l'appui militaire au M23. Kayonga est fréquemment en communication avec Makenga et a supervisé le transfert de ses troupes et de ses armes via le Rwanda;

d) Le soutien militaire sur le terrain est acheminé par le général Emmanuel Ruvusha, commandant de la division des FDR basée à Gisenyi, et par le général Alexi Kagame, commandant de la division des FDR basée à Ruhengeri. Tous deux facilitent le recrutement pour le compte du M23 de civils et de soldats démobilisés et coordonnent les renforts des FDR à Runyoni avec les commandants du M23;

e) Le colonel Jomba Gakumba, natif du Nord-Kivu, ancien instructeur des FDR à l'Académie militaire rwandaise à Gako, a été redéployé à Ruhengeri depuis la création du M23, où il est chargé de commander les opérations militaires locales à l'appui du M23.

34. D'anciens officiers des FDR, des hommes politiques et des collaborateurs du M23 ont également informé le Groupe que Ntaganda et Makenga ont régulièrement traversé la frontière avec le Rwanda pour tenir à Kinigi des réunions avec l'un ou l'autre des officiers de haut rang des FDR mentionnés ci-dessus afin de coordonner les opérations et le ravitaillement. Deux ressortissants rwandais du M23 qui se sont rendus ont assisté à de telles réunions entre Makenga et des officiers de haut rang des FDR à Kinigi, à plusieurs occasions. Les mêmes sources ont aussi déclaré que l'ancien Président du CNDP, le général Laurent Nkunda, officiellement placé en résidence surveillée par le Gouvernement rwandais depuis janvier 2009, vient souvent de Kigali pour participer à ces réunions.

---

<sup>18</sup> Comme indiqué au paragraphe 6 du présent rapport, le Groupe a identifié ces individus sur la base d'au moins cinq sources crédibles et indépendantes les unes des autres.

### III. Soutien du Rwanda à des groupes armés et à des mutineries liées au M23

35. Outre les preuves de l'appui des FDR au M23, le Groupe a recueilli des preuves indiquant que des responsables rwandais ont apporté leur soutien à d'autres groupes armés et à des mutineries, souvent en utilisant Ntaganda et d'autres anciens commandants du CNDP pour encourager de telles alliances. Agissant par l'intermédiaire de ces groupes armés, les responsables rwandais sont parvenus à affaiblir les FDLR en procédant à une série d'assassinats visant des officiers de celles-ci. Des officiers du M23 et les chefs de groupes armés ont reconnu que ces alliances ont pour objectif commun de déstabiliser le gouvernement central.

#### A. Nduma Defence for Congo

36. Les autorités rwandaises ont été en contact direct avec le commandant de Nduma Defence for Congo (NDC), Sheka Ntabo Ntaberi, auquel elles ont apporté leur soutien dans l'organisation de l'assassinat ciblé du commandant du bataillon Montana des FDLR, le « lieutenant-colonel » Evariste Kanzegehura, alias « Sadiki » (voir S/2012/348, par. 37 et 61). Selon des officiers du renseignement, deux anciens combattants du NDC et des collaborateurs proches de ce mouvement, Ntaberi s'est rendu au Rwanda le 4 novembre 2011 avec l'aide de Ntaganda. À son arrivée à Gisenyi, des officiers des FDR lui ont confié pour mission de tuer Kanzegehura et lui ont donné de l'argent à cette fin. Après avoir tué Kanzegehura, le 20 novembre 2011, Ntaberi s'est rendu au commandant de secteur des FARDC, le colonel Chuma Balumisa, à Walikale. Balumisa a informé le Groupe qu'il avait reçu un appel direct du chef des services du renseignement militaire rwandais de l'époque, le général Richard Rutatina<sup>19</sup>, lui ordonnant de s'assurer que Ntaberi embarque bien dans l'avion envoyé par Ntaganda à Walikale pour l'évacuer au Rwanda (voir S/2012/348, par. 62)<sup>20</sup>. Un déserteur du NDC a rapporté à la mi-avril que, lors de la mutinerie des anciens membres du CNDP, Ntaberi recevait quotidiennement des appels téléphoniques de Ntaganda et de hauts responsables rwandais (voir S/2012/348, par. 93, et annexe 6). Ces communications ont été confirmées par un autre collaborateur du NDC. Des membres du M23 ont concédé au Groupe qu'ils étaient alliés à Ntaberi et au NDC.

#### B. Forces pour la défense du Congo

37. Au début 2012, des responsables rwandais ont chargé des commandants des Forces pour la défense du Congo (FDC) d'assassiner le commandant suprême des FDLR le « général » Sylvestre Mudacumura. Pour les aider dans cette opération, Ntaganda a procuré aux FDC des armes et des munitions ainsi que plusieurs anciens officiers du CNDP entraînés. Au cours de l'opération lancée le 11 janvier 2012

<sup>19</sup> En janvier 2012, à l'instar de trois autres officiers de haut rang des FDR, le général Rutatina a été suspendu de ses fonctions puis placé en résidence surveillée à la suite d'accusations selon lesquelles il aurait été impliqué dans des opérations commerciales privées à risques élevés et non autorisées en RDC.

<sup>20</sup> Le colonel Balusima a été assassiné par Ntaberi lors de la mutinerie au sein du CNDP en avril 2012, sur ordre de Ntaganda, après qu'il ait refusé de s'allier aux mutins.

contre le quartier général des FDLR, les combattants des FDC ont réussi à tuer le chef d'état-major Léodomir Mugaragu (voir S/2012/348, par. 38). Un ancien officier des FDC qui a participé à cette opération a déclaré au Groupe que les FDC avaient reçu le soutien d'un commando de quatre officiers rwandais qui avaient été déployés pour les renforcer à cette occasion. Les autorités locales de Masisi et de Walikale ainsi que des officiers des FDLR ont également confirmé l'implication directe des FDR dans cette attaque.

### **C. Forces de défense locales à Busumba**

38. Erasto Ntibaturama, proche allié du CNDP, est le commandant d'une milice locale à Busumba dans le territoire de Masisi. Ses forces de défense locales, constituées de plus de 50 hommes, étaient sous le commandement de l'ancien lieutenant-colonel du CNDP Gasheri Musanga qui soutenait les mutins du colonel Zimurinda dans le nord de Masisi. Lorsque les mutins ont quitté Masisi, une partie de la milice de Ntibaturama les a suivis à Runyoni, notamment le fils de Ntibaturama et candidat politique du CNDP, Erasto Bahati, ainsi que Musanga. Selon d'anciens officiers du CNDP et des hommes politiques, Ntibaturama a ensuite traversé la frontière vers le Rwanda, où le FPR lui a procuré un logement à Gisenyi.

### **D. Coalition des groupes armés de l'Ituri**

39. Le soutien rwandais à des groupes armés ne se limite pas aux Kivus. Dans le district de l'Ituri, le Groupe a pu constater les tentatives des FDR visant à convaincre les commandants des FARDC de désertir l'armée congolaise pour rejoindre la Coalition des groupes armés de l'Ituri (COGAI), le mouvement rebelle nouvellement créé. Des officiers des FARDC ont déclaré au Groupe que le général Kabarebe avait passé une série d'appels téléphoniques pour donner de telles instructions, début 2012. La COGAI rassemble des membres d'anciennes milices de différentes origines ethniques placées sous la houlette du commandant des FRPI d'ethnie Lendu, le « brigadier général » Banaloki, alias « Cobra Matata » (voir S/2012/348, par. 51 et 52). Selon les FARDC, des agents du renseignement et des sympathisants du COGAI, des membres éminents de la communauté Hema ont pris contact avec Banaloki dans l'intention de créer une alliance contre Kinshasa après que Thomas Lubanga ait été reconnu coupable par la Cour pénale internationale.

40. Les mêmes sources ainsi qu'un chef de la communauté Lendu ont informé le Groupe qu'une délégation de la COGAI s'est rendue à Kigali entre le 27 mai et le 4 juin 2012. Les représentants de la COGAI ont rencontré le général James Kabarebe, Ministre de la défense du Rwanda. À leur retour en Ituri, ils ont rendu compte à Banaloki et lui ont remis 15 000 dollars en espèces qu'ils avaient reçus.

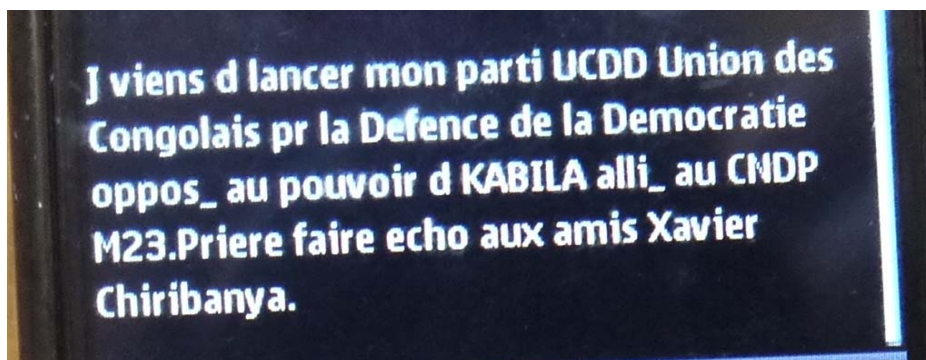
### **E. Union des congolais pour la défense de la démocratie**

41. L'Union des congolais pour la défense de la démocratie (UCDD) a été constituée dans le sillage de la création du M23 pour compenser le départ de Makenga du Sud-Kivu. Le chef de l'UCDD, Xavier Chiribanya, qui était auparavant le gouverneur du Sud-Kivu, à l'époque où le RPF contrôlait les Kivus, est un

sécessionniste de longue date<sup>21</sup>. Selon des sources du renseignement congolais et des chefs politiques détenus, Chiribanya vit sous la protection du Gouvernement rwandais depuis sa fuite de Bukavu en 2003. Les mêmes sources indiquent que lorsqu'il était à Gisenyi après avoir fui Goma, Makenga a rencontré Chiribanya pour planifier la création de l'UCDD. Le 9 mai 2012, Chiribanya a diffusé la nouvelle de la création de l'UCDD en envoyant un message texte (voir image 11).

Image 11

**Message texte envoyé par Xavier Chiribanya le 9 mai 2012, déclarant que son mouvement, l'UCDD, est un allié du M23**

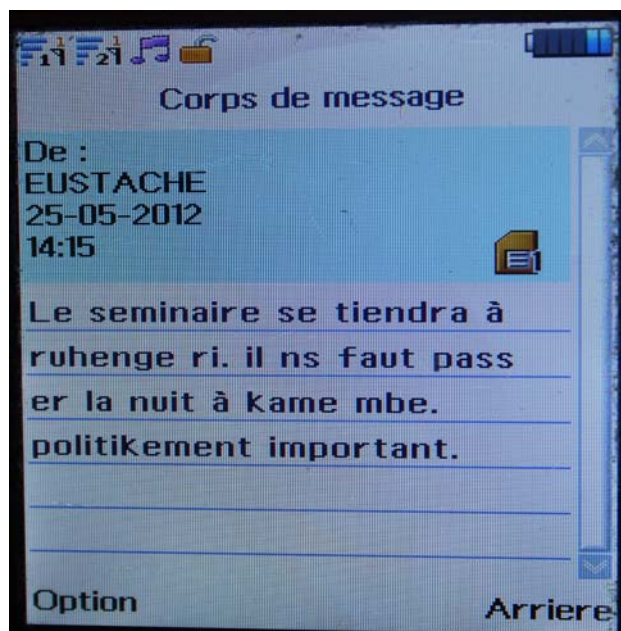


42. Chiribanya a ensuite convoqué avec les dirigeants de groupes armés une série de réunions au cours desquelles il a revendiqué le plein appui du Gouvernement rwandais à la poursuite d'une rébellion ouverte contre Kabila en vue d'obtenir la sécession de l'est du Congo. Un ancien membre de l'UCDD a déclaré que Chiribanya lui avait dit lors d'une réunion tenue le 24 mai à Bujumbura que le Rwanda disposait de plus de 2 000 anciens soldats des FDLR entraînés pour ce combat. Selon une déclaration officielle signée par le chef d'un groupe armé en détention, Chiribanya a invité d'autres dirigeants à des réunions au Rwanda « afin d'harmoniser leurs efforts avec les autorités rwandaises ». Le Groupe a obtenu d'un membre de l'UCDD un message texte qui a confirmé l'existence de telles invitations (voir image 12).

<sup>21</sup> Chiribanya a été condamné pour son implication présumée dans l'assassinat de l'ancien Président de la RDC Laurent Kabila. Il est aussi l'un des membres fondateurs du groupe armé Mudundu 40 qui a collaboré étroitement avec les FDR lors de leur déploiement en RDC entre 1998 et 2002. En 2003, Chiribanya a lancé un mouvement sécessionniste dont l'objectif était de séparer du reste de la RDC les provinces du Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et le district de l'Ituri.

Image 12

**Message texte de membres de l'UCDD concernant des réunions  
« politiquement importantes » à Ruhengeri (Rwanda)**



43. En outre, selon les services du renseignement congolais, des officiers des FARDC et un ancien membre de l'UCDD, Chiribanya a déjà fourni des armes à plusieurs groupes armés dans le territoire d'Uvira ainsi qu'aux Maï-Maï Yakutumba dans le territoire de Fizi<sup>22</sup>. Le Groupe a obtenu des messages textes de la communication de l'UCDD avec ces derniers (voir image 13). Selon plusieurs officiers des FARDC et des agents du renseignement, Chiribanya a également noué des liens avec des unités des Raïa Mutomboki dans la forêt de Nindja au Sud-Kivu et il communique fréquemment avec le colonel Albert Kahasha, qui a déserté les FARDC et fait partie de l'Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP) dans le sud de Lubero (voir S/2012/348, par. 126 et 127). L'UPCP a facilité les déplacements des déserteurs du CNDP qui cherchaient à rallier le M23 à Rutshuru<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> Des officiers du M23 ont confirmé au Groupe qu'ils sont en effet alliés aux Maï-Maï Yakutumba.

<sup>23</sup> L'ancien lieutenant-colonel du CNDP, Yusuf Mboneza, a déserté les FARDC à Beni le 16 juin et, au lieu de rejoindre le M23, est en fait resté avec Kahasha et Lafontaine pour renforcer l'UPCP. Celle-ci est également alliée au Ralliement pour l'unité et la démocratie [URUNANA (RUD)], groupe dissident des FDLR, dirigé par le « général » Jean-Damascène Ndibabaje, alias « Musare ».



Image 13

**Message texte du « général » des Mai-Mai Yakutumba, William Amuri, en prévision d'une réunion avec des membres de l'UCDD**



## F. Conseil supérieur de la paix

44. Le Conseil supérieur de la paix (CONSUP) a été créé en décembre 2011 au lendemain des élections pour fonder des troubles au sein des groupes de population mécontents qui doutaient de la crédibilité du scrutin de novembre (voir S/2012/348, par. 128). Les candidats malheureux aux législatives ont uni leurs forces avec celles des hauts commandants d'anciens groupes armés au sein des FARDC, notamment les Forces républicaines fédérales (FRF) et le CNDP. Lors de réunions préparatoires au siège des FRF à Bukavu, durant les premières semaines de janvier, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama et le colonel Séraphin Mirindi<sup>24</sup>, anciens officiers du CNDP, représentaient le colonel Makenga. À l'une de ces réunions, Kazarama a nommé les futurs gouverneurs et représentants politiques pour l'est du Congo. Selon d'anciens membres du CONSUP placés en détention, plusieurs personnes qui ont assisté à ces réunions ont affirmé que le mouvement avait le plein appui du Rwanda.

45. L'objectif initial du CONSUP était de susciter des troubles en échauffant les membres de l'opposition politique et en organisant pour cela des grèves et des manifestations urbaines jusqu'à ce que ces provocations croissantes des forces de sécurité conduisent au meurtre de manifestants, déclenchant ainsi une rébellion armée contre le Président Kabila. Selon plusieurs membres du CONSUP arrêtés avant d'avoir pu agir, après le soulèvement de Bukavu, « un renfort des militaires FDR devait provenir de Cyangugu/Rusizi au Rwanda prétextant venir assister la population rwandophone ou sujets rwandais soi-disant persécutés ou visés par cette manifestation » (voir image 14). Le chef de file du CONSUP, René Kahukula, vit actuellement dans la clandestinité au Rwanda selon les services du renseignement congolais et des commandants des FARDC.

<sup>24</sup> Ces deux officiers ont par la suite rallié la rébellion du M23.

Image 14

**Extrait d'un rapport interne des FARDC établi sur la base de l'enregistrement officiel d'entretiens avec plus d'une douzaine de membres du CONSUP détenus**

« Par la suite, un renfort des Mil RDF devaient provenir de Cyangugu/Rusizi au Rwanda prétextant venir assister la population rwandophone ou sujets rwandais soi-disant persécutés ou visés par cette manifestation » (voir par. 45).

## **G. L'ancien colonel des FARDC Bernard Byamungu**

46. Dès les premiers moments de la mutinerie dans le Sud-Kivu, le général James Kabarebe, Ministre de la défense du Rwanda, a donné des ordres opérationnels directs au colonel Bernard Byamungu, selon d'anciens mutins et des officiers supérieurs des FARDC. Trois anciens gardes du corps de Byamungu ont dit au Groupe que Kabarebe était en contact permanent avec Byamungu alors qu'il attendait l'arrivée d'autres mutins venant du territoire de Fizi durant les premiers jours d'avril (voir S/2012/348, par. 73 à 77). Un autre ancien mutin a personnellement entendu l'une de leurs conversations, qui a eu lieu à 22 heures le 3 avril 2012, au cours de laquelle Kabarebe a posé à Byamungu des questions sur l'état actuel des préparatifs de la mutinerie et l'embuscade tendue au commandant des opérations « Amani Leo » du Sud-Kivu, le colonel Delphin Kahimbi. La même source a indiqué que des agents du renseignement des FDR ont par la suite utilisé le même numéro de téléphone pour donner ordre à Byamungu de lancer son opération et de s'emparer de la ville d'Uvira le jour suivant. Un autre ancien mutin qui a déserté avec Byamungu a déclaré que lorsque ce dernier a commencé à manquer de matériel, Kabarebe lui a dit qu'il chercherait à se procurer des munitions auprès d'autres groupes armés qui se trouvaient à proximité<sup>25</sup>. En outre, lorsqu'il est devenu évident que la mutinerie de Byamungu au Sud-Kivu ne parviendrait pas à atteindre la capitale provinciale de Bukavu, selon des officiers supérieurs des FARDC, Kabarebe a à plusieurs reprises plaidé par téléphone auprès d'officiers supérieurs des FARDC pour qu'ils assurent la sécurité de Byamungu et son retour rapide à son poste de commandement à Uvira.

## **H. L'ancien colonel des FARDC Innocent Kaina**

47. Des officiers supérieurs des FARDC ont dit au Groupe que lorsqu'il a déserté dans le territoire de Rutshuru, au début avril 2012, le colonel Innocent Kaina avait cherché à prendre le contrôle de la ville frontalière de Bunagana et à installer une base à Runyoni. Toutefois, après avoir pris Bunagana le 8 avril 2012, Kaina et ses 80 soldats en ont été délogés le même jour. D'anciens officiers du CNDP, des officiers des FARDC, des hommes politiques locaux et un ancien mutin ont dit au Groupe que Kaina avait ensuite traversé la frontière vers le Rwanda pour échapper aux FARDC qui le poursuivaient. Les mêmes sources ont également confirmé qu'après avoir passé 10 jours au Rwanda, Kaina est retourné auprès des mutins dans le Masisi (voir S/2012/348, par. 82).

<sup>25</sup> Byamungu était déjà en contact avec les groupes rebelles burundais des FNL et du Front national du Burundi (FRONABU) qui devaient aider à faciliter sa fuite, selon plusieurs officiers des FNL en territoire Uvira.

## IV. Soutien du Rwanda à des personnes visées par les sanctions

### A. Le général Bosco Ntaganda

48. Malgré l'objectif apparent du M23 d'éviter toute association avec Ntaganda, ce dernier a établi une position militaire à Runyoni et continue d'être considéré comme le plus haut commandant du CNDP et du M23 (voir S/2012/348, par. 105). Tout soutien au groupe rebelle constitue donc également un soutien direct à une personne visée par les sanctions.

49. En outre, le Groupe a constaté que l'interdiction de voyager et les mesures de gel des avoirs qui visent Ntaganda n'ont pas été respectées par le Gouvernement rwandais. Des agents du renseignement, des hommes politiques, deux proches collaborateurs du Gouvernement rwandais, un ancien officier du CNDP appartenant à l'entourage de Ntaganda ainsi que quelques anciens combattants du M23 venus de la position de Ntaganda à Runyoni ont informé le Groupe qu'au cours du mois de mai, Ntaganda a traversé la frontière rwandaise depuis Runyoni à plusieurs reprises et a participé à des réunions avec des officiers de haut rang des FDR et des représentants du Gouvernement à Kigali et à Ruhengeri.

50. Par ailleurs, des hommes politiques, d'anciens officiers du CNDP et des agents du renseignement ont informé le Groupe que Ntaganda possède une maison à Gisenyi où il a évacué sa famille. Il est également partiellement propriétaire de l'hôtel Bishokoro à Kinigi, officiellement une propriété de son frère, qui est utilisé aux fins des activités de recrutement que les soldats des FDR mènent pour le compte du M23. La maison et l'hôtel de Ntaganda sont encore en construction (voir image 15), et ses biens et investissements continuent d'être gérés par Cubi Wasabahizi, un parent à lui qui opère depuis Gisenyi.

Image 15

**La résidence de Ntaganda à Gisenyi (Rwanda)**



## **B. Le colonel Innocent Zimurinda**

51. Le Groupe a établi que le colonel Innocent Zimurinda, qui opère actuellement avec le M23, s'est rendu au Rwanda pour assister à des réunions avec le Gouvernement rwandais. Des agents du renseignement, un ancien officier du CNDP et deux officiers des FDR ont confirmé que, le 9 avril, Zimurinda est venu à Gisenyi pour participer, aux côtés du Ministre de la défense Kabarebe et d'autres responsables rwandais et congolais, à une réunion organisée pour mettre fin à la crise au début de la mutinerie des anciens membres du CNDP.

## **C. Le « général » Sheka Ntabo Ntaberi**

52. D'anciens officiers du CNDP, des agents du renseignement et des anciens combattants ont informé le Groupe que Ntaberi s'est rendu au moins une fois au Rwanda depuis l'opération visant à tuer le « lieutenant-colonel » Kanzeguhera, officier des FDLR. Ntaberi a été désigné par le Comité des sanctions le 28 novembre 2011.

## **IV. Réponse du Gouvernement rwandais**

53. Le Gouvernement rwandais a catégoriquement nié les allégations récentes des ONG et des médias selon lesquelles le Rwanda soutiendrait le M23. Le 28 mai, la Ministre des affaires étrangères du Rwanda a répondu en qualifiant ces affirmations de déclarations « fausses et dangereuses » (voir annexe 7). Lors de réunions avec le Groupe, les représentants du Gouvernement rwandais ont confirmé cette position officielle.

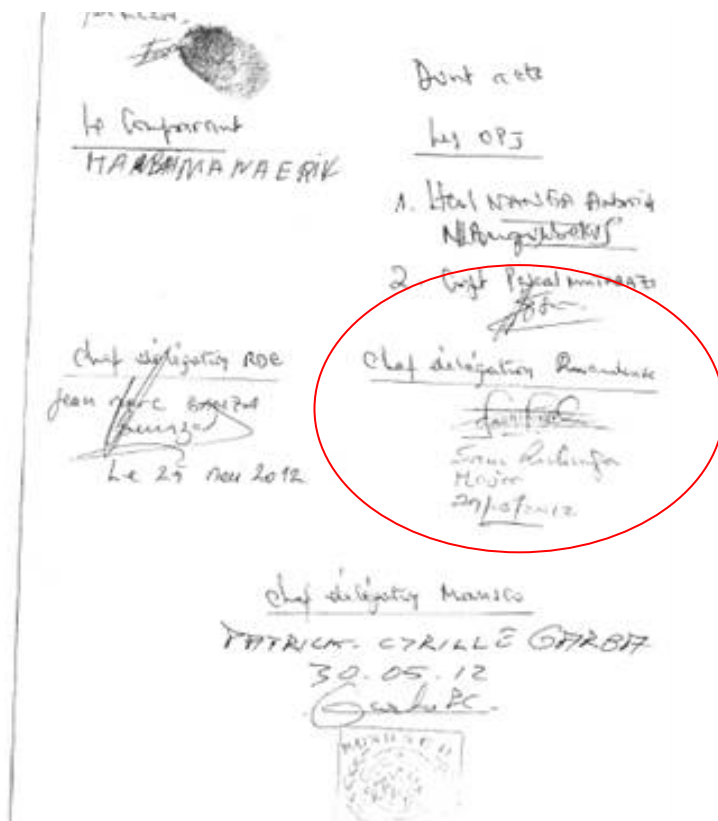
54. Toutefois, des officiers des FDR ont dit au Groupe qu'il pouvait y avoir des activités de recrutement pour le compte du M23 au Rwanda mais qu'ils les attribuaient à des ressortissants congolais agissant indépendamment. Les mêmes sources ont en outre déclaré que parmi les combattants de nationalité rwandaise qui se sont rendus, 11 ont fait des faux témoignages concernant l'implication des FDR dans leur recrutement car ils ont été torturés par les FARDC. Le 22 juin 2012, le quotidien rwandais *The New Times* a publié un récit contenant des explications similaires (voir annexe 8).

55. Le Gouvernement rwandais a participé aux travaux de la Commission de vérification conjointe créée par les Gouvernements de la RDC et du Rwanda pour interroger 11 ressortissants rwandais qui s'étaient rendus à la MONUSCO le 20 mai 2012. À l'issue des entretiens, le 9 juin, les Rwandais ont présenté leurs conclusions attestant qu'ils n'avaient trouvé dans les témoignages aucun élément de preuve indiquant l'implication des FDR dans un quelconque soutien au M23 (voir annexe 9). Par ailleurs, invoquant la nécessité de retourner à Kigali pour des consultations, la délégation rwandaise n'a pas signé la confirmation des conclusions collectives de la Commission de vérification conjointe. Le 10 juin, la délégation de la RDC ainsi qu'un représentant de la MONUSCO, en qualité d'observateur du processus, ont signé un « procès-verbal de carence » (voir annexe 10). Néanmoins, avant son retour à Kigali, le chef de la délégation rwandaise, le major des FDR Sam Ruhunga, a signé les procès-verbaux officiels des entretiens de 9 des

11 ressortissants rwandais conjointement interrogés par les deux délégations gouvernementales (voir image 16).

Image 16

**L'un des neufs documents officiels signés par le major Sam Ruhunga, des FDR, confirmant le témoignage d'anciens combattants du M23 recrutés au Rwanda dans le cadre de la Commission de vérification conjointe**



56. Lors d'une séance d'information du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, le 21 juin, l'Ambassadeur Joseph Nsengimana a déclaré que « le Gouvernement du Rwanda n'est en rien responsable de la série d'événements regrettables et d'initiatives erronées qui ont défait les efforts constructifs antérieurs et ont intensifié la crise jusqu'à une véritable confrontation militaire ». Nsengimana a ajouté que « le Rwanda a reçu des informations détaillées sur la collusion entre les FARDC et les FDLR et le soutien des unités des FARDC aux forces des FDLR » (voir annexe 11). Les rebelles du M23 ont lancé des accusations similaires dans un communiqué de presse<sup>26</sup> le 22 mai 2012, dans lequel ils ont déclaré qu'ils détiennent « des preuves irréfutables sur les positions FARDC tenues par les troupes des FDLR », tout en niant les accusations formulées par le Gouvernement de la RDC selon lesquelles ils seraient eux-mêmes alliés avec les FDLR (voir S/2012/348,

<sup>26</sup> CNDP/M23, communiqué de presse 012/M23/CNDP/2012.

par. 105, et annexe 12). Le Groupe continuera à enquêter sur ces allégations, mais il n'a encore ni obtenu ni reçu aucune preuve avérée à cet égard.

57. Le Gouvernement de la RDC a présenté à plusieurs reprises aux autorités rwandaises des informations concernant le soutien des FDR au M23. Au Ministère rwandais des affaires étrangères, le 27 mai 2012, lors d'une réunion bilatérale entre les deux pays, les autorités de la RDC ont présenté des comptes rendus détaillés concernant l'aide que les FDR accordent à Makenga en termes de troupes et d'armes. Le 19 juin, les autorités de la RDC ont en outre présenté à la Ministre des affaires étrangères du Rwanda, à l'occasion de sa visite à Kinshasa, un rapport complet rassemblant des preuves du soutien que le Rwanda procure au M23. À ce jour, le Groupe n'a reçu aucune réponse ou explication officielle du Gouvernement rwandais quant aux informations qui lui ont été fournies par le Gouvernement congolais.

58. Le Groupe a déployé des efforts considérables pour entamer un dialogue avec le Gouvernement rwandais quant à ses conclusions, avec un succès mitigé. L'ensemble des six membres du Groupe a effectué une visite officielle à Kigali du 12 au 14 mai 2012, bien que le Gouvernement rwandais n'ait tenu avec eux aucune réunion de fond pour discuter de ces questions. Toutefois, lors d'une réunion consacrée à l'examen des conclusions actuelles du Groupe, tenue à New York le 25 juin 2012, la Ministre des affaires étrangères du Rwanda a invité le Groupe à effectuer une deuxième visite officielle à Kigali en vue de procéder à une analyse exhaustive et point par point des informations contenues dans le présent additif. Le Groupe est désireux d'accepter une telle invitation et s'engage à clarifier ou à rectifier toute information contenue dans cet additif ainsi qu'à ajouter toute réponse écrite officielle émanant du Gouvernement rwandais en annexe au rapport final qu'il présentera au Comité en octobre 2012.

## Annex 1

**FARDC military intelligence report outlining Makenga's departure for Runyoni and that of his troops and weapons from Bukavu via Rwandan territory**

**Soutien du Rwanda au M23.**

- Du 01 au 16 Jan 12, différentes réunions clandestines présidées tantôt par le LtCol VIANNEY KAZARAMA, tantôt par Sieur René KAHUKULA étaient tenues à BUKAVU sur Av KALEHE N°1, à l'Athénée d'IBANDA, au siège des FRF sur Av NTANGANYIKA N°11 à et à la résidence du Col MAKENGA sur Av du Lac Q/NGUBA. Ces rencontres avaient connu la participation du Prof MBONEKUBE, candidat malheureux aux récentes élections législatives dans le Territoire de WALUNGU ainsi que le Pasteur Zebedé BITA transfuge Maï Maï/SHIKITO.
  - Leur plan consistait à favoriser les agitations des membres de l'opposition ayant échoué aux élections de Nov 11 par des marches violentes de protestation, car une dizaine d'hommes armés habillés en tenue civile devaient être infiltrés parmi les manifestants pour provoquer les échauffourées entre la PNC qui interviendrait de sorte qu'après débordement de la situation sécuritaire, les Mil Ex-CNDP escortes du Col MAKENGA et du Gen BOSCO NTAGANDA acquis à ce plan se joindraient aux manifestants et donneraient une brèche au déclenchement de la lutte armée ;
  - Par la suite, un renfort des Mil RDF devaient provenir de CYANGUGU/RUSIZI au Rwanda prétextant venir assister la population Rwandophone ou sujets Rwandais soi-disant persécutés ou visés par cette manifestation ;
  - Le même plan prévoyait la neutralisation des Aut Pol et Mil de la Province, notamment le ProGouv du Sud-Kivu, le Comd 10Rgn Mil, Commissaire Provincial de la PNC Sud-Kivu et le Comd Ops Sud-Kivu. Malheureusement, l'exécution de leur plan machiavélique qui devait avoir lieu en date du 18 Jan 12 avait été déjoué par nos services Deux jours avant, en procédant à l'arrestation des Dix huit (18) suspects Civ, Policiers et Mil dont Deux escortes du Gen BOSCO NTAGANDA en la personne des Cpl TUMAINI Honoré et Sdt2Cl BAGABO MIVITEGEKA Bosco, tous transférés à KINSHASA ;
  - Deux figures de proue dont le Prof MBONEKUBE Michel, Président d'une Milice dénommée M40 jadis créée par le Rwanda du temps de la rébellion du RCD qui s'était réfugié au BURUNDI, et de Sieur René KAHUKULA MASUMBUKO ayant échappé à BUKAVU en date du 16 Jan 12 puis exfiltré vers KAMEMBE au Rwanda, étaient préparés pour diriger l'ancien KIVU longtemps convoité pour la balkanisation.
- En date du 03 Mai 12, lors de la défection des escortes du Colonel MAKENGA dont la résidence se trouvait à 200m de la frontière entre la RDC et le Rwanda dénommée RUZIZI I, Deux pirogues motorisées de la marine Rwandaise avaient accosté sur la côte de la dite résidence du Col MAKENGA, où une importante quantité de Mun, armes et environ Soixante Mil furent embarqués vers 2030Hr et amenés jusqu'à un PC de la marine de KAMEMBE au Rwanda.

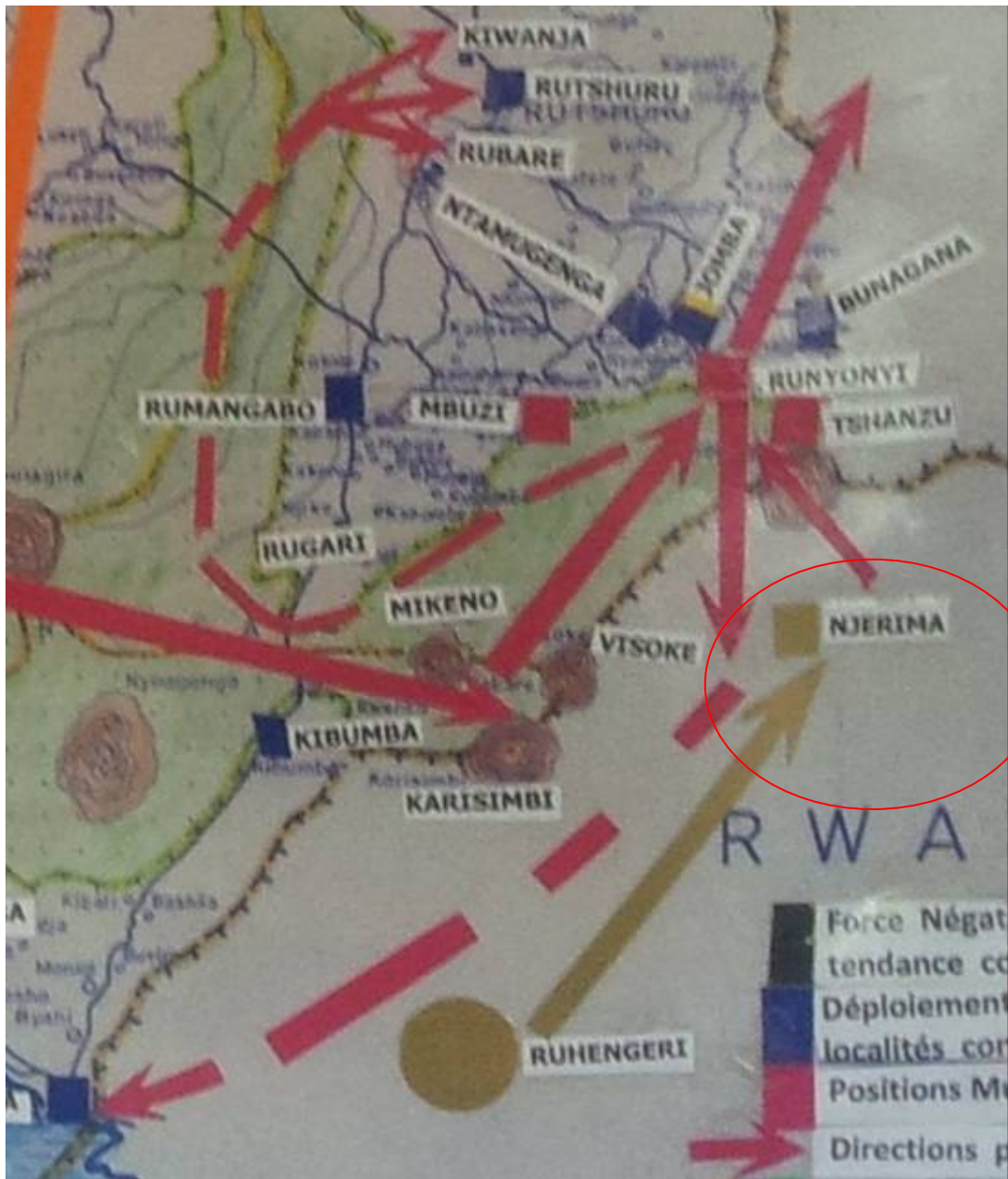
- Pour se dissimuler sur le sol Rwandais et atteindre le Ter RUTSHURU/Nord-Kivu, ces Mil FARDC s'étaient habillés en tenue militaire RDF avant de s'embarquer à bord de Trois Veh Mil RDF et avaient pris l'itinéraire KAMEMBE – KIKONGORO – BUTARE – NGORORERO – KAMIRA – GISENYI. Après une escale à MUTARA et GASINZI, ces Mil en défection étaient installés à une Pos RDF de KABUHANGA en face de KIBUMBA au Nord-Kivu, où ils furent accueillis par le Maj BAKUBIRIGWA et le Capt GASANA de la Div RDF/RUBAVU ;
  - Là, les Mat Mil déchargés étaient déposés à la Pos RDF de KABUHANGA en face de KIBUMBA au Nord-Kivu ; ensuite à l'aube du 04 Mai 12, à l'arrivée du Gen Rwandais RUVUSHA, celui-ci ordonna aux mutins de reprendre leurs tenues FARDC et une heure plus tard, ce fut l'arrivée du Col MAKENGA en provenance de GOMA/RDC via RUBAVU. Du coup, le Général RUVUSHA avait fait un bref entretien avec les mutins, pour leur rassurer la promesse ferme de sa hiérarchie de ravitailler le Mouvement en armement et munitions et la prise en charge médicale des blessés de guerre ;
  - La nuit du 07/08 Mai 12 fut l'arrivée du Gen BOSCO NTAGANDA à KANYAJA. Pour se garder de rester à la base arrière, le Col MAKENGA progressera vers la frontière de la RDC pour occuper une portion de terre, à savoir CHANZO, RUNYONYI, MBUZI, BUGUSA et KAVUMU. Pendant ce temps, ces Civ recrutés à RUHENGERI arrivaient progressivement à CHANZO/RDC via KINIGI/Rwanda, parmi eux, plusieurs Ex Combattants FDLR rapatriés par les FARDC via la section DRRRR/MONUSCO.
- En Avr 12, le Prof MBONEKUBE Michel et le Pasteur ZEBEDE BITA en cavale à BUJUMBURA étaient rejoints par Sieur René KAHUKULA avant de recevoir vers fin Mai 12 une Del envoyée par KIGALI composée de :
- Mr Xavier CHIRIBANYA condamné dans le Dos Assassinant de MZee Laurent Désiré KABILA, fondateur de l'Ex Milice M40 sous l'impulsion du Rwanda, ancien Gouverneur du Sud-Kivu, lors de la rébellion RDC/GOMA, et exilé à GISENYI/RUBAVU au Rwanda depuis 2003 jusqu'à ce jour.
  - Mr BWISHE, cadre du CNDP coopté comme conseiller du Ministre Provincial de l'intérieur du Sud-Kivu et un certain PASCAL, non autrement identifié, ancien escorte du feu MASASU NINDAGA.
- Ces derniers, réunis à l'Hôtel NGEZI à BUJUMBURA en date du 24 au 25 Mai 12, avaient signifié au Prof MBONEKUBE que le Rwanda avait déjà préparé Dix Mille Hommes recrutés parmi les Civ démobilisés et Ex-Combattants FDLR pour renforcer le M23. L'évêque catholique de RUHENGERI chapoterait les réunions de la communauté TUTSI pour continuer à sensibiliser d'autres Mil EX-CNDP à rejoindre le M23. Cette Del avait demandé au Prof MBONEKUBE à se rendre à KIGALI pour une réunion d'harmonisation avec les Aut Rwandaises.
- En outre, une importante quantité d'armes et Mun non dotée par les FARDC ont été retrouvés dans une cache d'armes abandonnées à KAVUMU/NYAMUNYUNYI par le



- Col MAKENGA lors de sa défection. Cet excédent de Vingt tonnes d'armes et Mun suppose l'existence d'une ligne de ravitaillement du M23/CNDP par son allié le Rwanda. Il en est de même de Huit tonnes et demi d'armes et des Mun saisies entre les mains du Col BIYOYO à NYABIBWE/KALEHE en date du 21 Avr 12 actuellement aux arrêts et condamné par la JM.
- Par ailleurs, à partir du Rwanda où il se trouve, Mr Xavier CHIRIBANYA entretien des Ctc téléphoniques avec les Gp armés de la plaine de RUZIZI en Ter UVIRA, particulièrement le Gp Maj BEDI RUSAGARA déjà ravitaillé avec un lot de vingt Motorola, un Gp électrogène et sollicité d'attaquer la Loc KAMANYOLA pour donner un alibi aux Tp RDF d'intervenir avec un prétexte de pourchasser les FDLR et faire traverser par cette occasion la marionnette Xavier CHIRIBANYA vers la RDC et déclencher la lutte armée à l'instar du M23 au Nord-Kivu ;
- D'ailleurs, depuis Lundi 11 Jun 12, les RDF ont renforcé leurs Eff à partir de RUSIZI/KAMEMBE jusqu'à BUGARAMA en face de KAMANYOLA/RDC ;
- Le tir de ficelle par le Rwanda risque de compromettre la libre circulation de Deux peuples entre les provinces frontalières de Deux pays, car les suspicions entre les Deux peuples pourront entraver les échanges commerciaux et la cohabitation pacifique pourtant encours de consolidation.

Annex 2

**FARDC operational map of the RDF military deployment at Njerima and troop movements to and from Runyoni**



**Annex 3**

**Anti-tank round recovered near Runyoni from M23, which has never been supplied by the FARDC to its units**



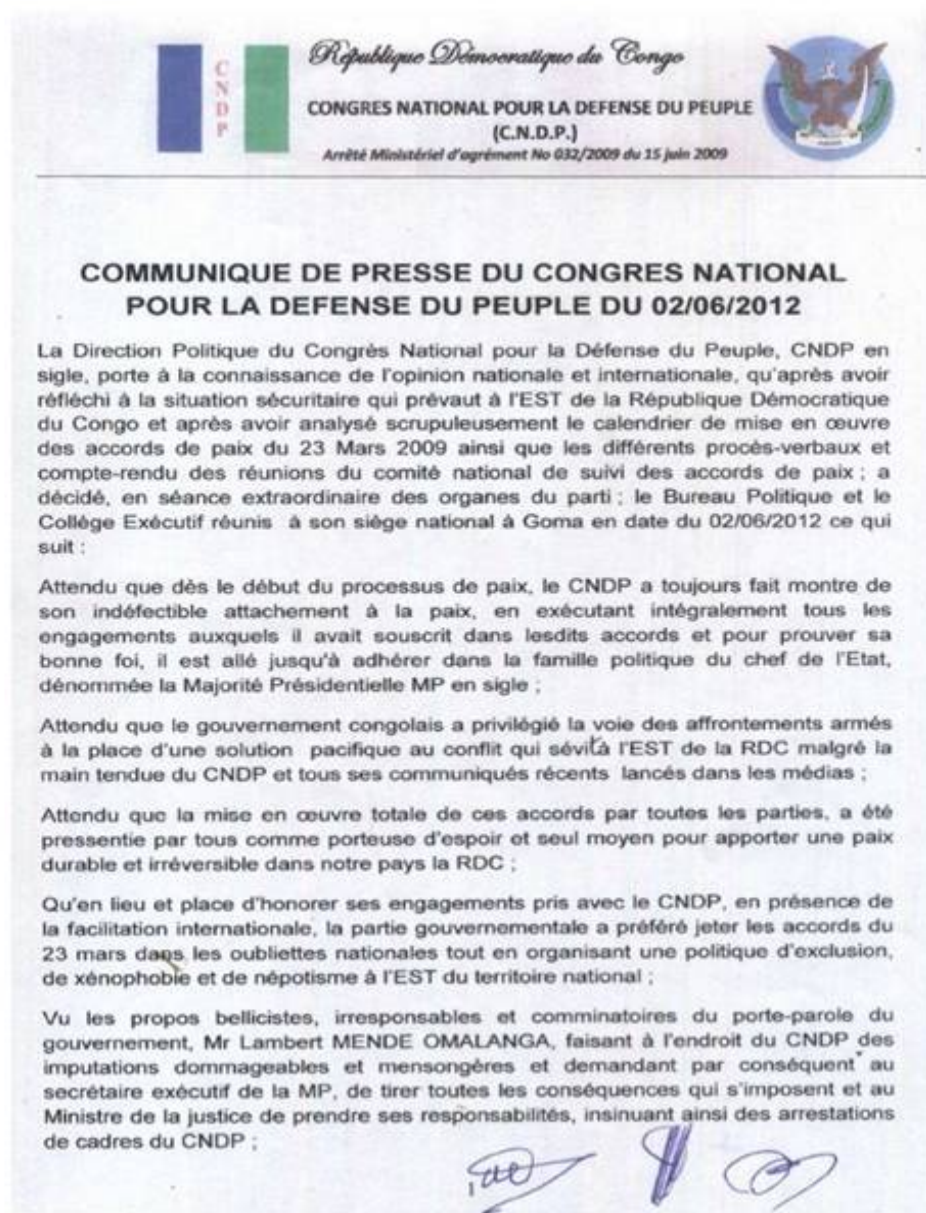
**Annex 4**

**75 mm canon rounds from Makenga's arms cache in Nyamunyoni which have never been supplied by the FARDC to its units**



## Annex 5

**Communiqué announcing the withdrawal of the CNDP from the Presidential Majority, following a decision taken during a meeting led by Rwandan Government officials in Ruhengeri, Rwanda**



Vu les exactions (viols, meurtres, assassinats) perpétrés par les FARDC en collaboration avec les FDLR et certains extrémistes du NORD-KIVU sur les réfugiés que le gouvernement a obligés de rentrer dans leur milieu respectif, sans avoir réuni, au préalable, toutes les conditions de sécurité telle que le prévoit les accords de paix du 23 mars ;

Vu l'étroite collaboration des FARDC et les FDLR et l'occupation consécutive de ces derniers, des positions sciemment abandonnée par les FARDC pour permettre à cette force négative de continuer son œuvre macabre de pillages, massacres et meurtres des populations civiles sans défense ;

Considérant que cette avancée fulgurante des FDLR dans les provinces du NORD-KIVU et du SUD-KIVU constitue une sérieuse menace contre les populations locales ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

**Décidons qu'à dater d'aujourd'hui le 02/juin/2012 le CNDP parti politique se retire officiellement de la Majorité Présidentielle, MP en sigle ;**

**Le CNDP reste néanmoins ouvert au dialogue et promet de prendre part à toute négociation éventuelle relative à la mise en œuvre des accords de paix du 23 mars 2009 ;**

**Le CNDP informera l'opinion dans les jours qui viennent de la plate forme à laquelle il va adhérer.**

Fait à GOMA le 02 juin 2012

Pour le CONGRES NATIONAL POUR la DEFENSE du PEUPLE

- Le Vice Président National du CNDP

Mr NZABIRINDA NTAMBARA Déogratias

- Le Secrétaire Général du CNDP

Mr TUYIHIMBAZE François

- Le Porte Parole du CNDP

Me MAHAMBWA KASIWA Antoine



## Annex 6

## Internal FARDC report on interview with ex-combatant from NDC who confirmed links between Rwandan officials and the rebel group

OBJET : Exploitation PV du rendu NDC Capt ██████████

### I. INTRODUCTION

Le 01 AVR 12, le Capt ██████████ se rend à la MONUSCO à BINYAMPURU en Ter WALIKALE. Capt AKUMALI AIME est un Off FARDC Matr 175004251548, Unité : 101Regt, Fonction : Comd 2<sup>nd</sup> 1001201e qui avait été capturé par SHEKA dans Loc ISHUNGA en Ter WALIKALE en date du 13 MAR 12 pendant son séjour en famille.

### II. EEI TIRE DE SON AUDITION

#### EM NDC actuellement

Eff Adm : 120 Hommes  
Eff Ope : 68 Hommes

#### Localisation EM NDC

EM est très mobile mais présentement à BITUMBI

#### Ravitaillement

NDC est ravitaillé en Arme et Mun par le Gen BOSCO NTAGANDA avec qui il est en contact permanent. Une semaine avant sa reddition, le NDC a reçu du Gen BOSCO NTAGANDA :

- Carabine Mun 7.62 Court : 60
- Carabine Mun 7.62 Long : 20

Le Rav était accompagné de 04 Mil de morphologie Rwandaise dont Capt INYASE (Tireur MAG), Capt TEGEREYA (Tireur PKM), Capt KABEYA (Tireur RPG7) et Capt BYAMUNGU (Opérateur radio)

#### Moyen de communication

TURAYA et MOTOROLA

#### Moyens en personnel Rwa

04 Civ sont à GOMA pour nous fournir les info. Pour les autres Civ dans SHEKA, le Capt AKUMALI AIME indique qu'il ya une personnalité Rwandaise qui lui a parlé au TURAYA en disant : « Courage, je ferai de vous un Hozema, la ROC ne fera rien pour toi ». Dans la suite info.

Le Capt ██████████ indique qu'avant sa reddition, le Gen BOSCO NTAGANDA avait demandé à SHEKA de consolider BRAZZA pour qu'après deux semaines, il lui envoie le Rav et le Rê en homme.

Annex 7

**Official statement by the Rwandan Ministry of Foreign Affairs on  
28 May 2012**

**Rwanda Rejects False and Dangerous Claims**



Kigali, 28 May 2012 Rwanda's Foreign Minister has labelled rumours circulating about Rwanda's involvement in the eastern DRC as "categorically false and dangerous". Louise Mushikiwabo was responding to reports on BBC of a UN report alleging that soldiers had been recruited and trained in Rwanda and then transferred to the eastern DRC to take part in conflict between government and rebel forces.

"Rwanda has maintained from the outset that the current instability in the eastern DRC is a matter for the Congolese government and military. Rwanda's national interest is served by containing conflict and building deeper bonds of peace with our neighbours. The international community continues to neglect real issues of stability by limiting itself to symptoms instead of the root cause of suffering in our region."

Minister Mushikiwabo also urged the UN force in the DRC (MONUSCO) to return to its original mandate instead of spreading rumours and generating reports.

"This billion-dollar-a-year operation makes up one quarter of the UN's entire peacekeeping budget, and yet it has been a failure from day one. Instead of pursuing its mandate to eradicate the FDLR menace and help stabilise the region, MONUSCO has become a destabilising influence, primarily concerned with keeping hold of its bloated budgets and justifying its ongoing existence. Rwanda has received several refugees who are severely wounded and traumatised as a result of the UN's failure to protect civilians in eastern DRC."

Rwanda has maintained peaceful and constructive relations with the government of the DRC since 2009, since which time both countries have enjoyed a significant "peace dividend", according to Minister Mushikiwabo.

"Peace in the region enables us to attract investment, slash the poverty rate, and extend the horizons of opportunity for our citizens. That's why claims that Rwanda would undermine good relations with our neighbours are not only wrong, but wrong-headed - it would be in clear violation of our own national interest. We will continue to work closely with the DRC government to bring back peace and security that the people of our region have been denied for far too long."

Since the outbreak of fighting, the Government of Rwanda's primary focus has been providing safe refuge for the 9,239 Congolese citizens who have entered its borders in recent weeks. Through collaboration with UNHCR, the World Food Programme and the WHO, the refugee situation remains "challenging but manageable," according to Minister Mushikiwabo.



## Annex 8

***The New Times* article describing torture of Rwandan nationals in the Democratic Republic of the Congo****Rwandans in DRC held hostage, tortured**

By Sam Nkurunziza

June 22, 2012



Share

15



Tweet

12

On Wednesday, 11 Rwandan nationals were handed over to local Immigration authorities in Rubavu district after being tortured by armed forces in the Democratic Republic of Congo (DRC).

They bore grave bruises as a result of severe physical torture and said they were arrested and denied food for several days.

One of the victims, Faustin Twagiramungu, 21, told the press on Wednesday that he was arrested in Goma one month ago after being accused of defecting from the Rwandan army.

"I had gone shopping when I was rounded up. I found others already in custody over the same accusations," he said.

Twagiramungu added that he was tortured and denied food as his captors demanded for "intelligence information" about the Rwandan government.

Alphonse Munyurangabo, an official from Rwanda's Immigration department said that the victims were held hostage for varying periods. "The Congolese claim the victims did not have identification documents yet our records show that they were registered as Rwandans and had identification," Munyurangabo said.

He added that usually, Rwandans found in Goma with no identification documents were handed over to immigration officials, but with no traces of harassment or torture.

"There is clear indication that they have been tortured for a number of days," Munyurangabo noted adding that most of the victims are Rwandan nationals living in Goma or business people work visits.

The Immigration Department has requested for explanations from their Congolese counterparts.

Munyurangabo said that the most immediate concern is providing health care to the victims.

<http://www.newtimes.co.rw/news/index.php?i=15031&a=55081>

## Annex 9

### **Rwandan findings within JVC on their interviews with the 11 Rwandan nationals who surrendered to MONUSCO on 20 May 2012**

RESTRICTED

#### **RWANDA FINDINGS**

5. From the joint interviews of 11 self-declared defectors from M23 forces, the following significant elements emerged:

a. From the moment the subjects reported to MONUSCO premises on 20 May 2012, no fact-finding mission was deployed to verify the genuineness and accuracy of their testimonies. No Rwandan official was contacted to assist in such verifications. Therefore, it was objectively impossible to establish:

- (1) That the subjects were Rwandan citizens residing in Rwanda.
- (2) That the subjects were conscripted from Mudende, Rubavu, Western Province. ( This was not verified in their alleged communities of origin)
- (3) That their alleged itinerary on Rwandan territory from Mudende to Runyoni was accurate, considering that they, self-admittedly, never used the same route before.
- (4) That their alleged recruiters could be identified as Rwandan citizens with possible links with the RDF or the Rwandan government.
- (5) That their alleged itinerary from M23-controlled area to MONUSCO position in Rugari and the time-frame involved, were technically conceivable.

b. Not a single element in the subject's testimonies supports the claim of any direct involvement of Rwandan Government officials:

6  
RESTRICTED

RESTRICTED

(1) The subjects claimed that they were recruited by two civilians (in plain clothes), transported in civilian vehicles. No government official, vehicle or facilities are referred to at any point.

(2) They did not encounter any uniformed personnel until they met armed individuals wearing FARDC uniforms in the Virunga National Park. No RDF uniform is mentioned at any point.

(3) The subjects received boxes of ammunition, petrol and tents from these FARDC-uniformed individuals in the forest.

c. Several elements in the subjects' testimonies are self-defeating, contradictory or highly dubious. These include the following:


(1) That they were conscripted between February and April 2012. Yet it is a fact that M23 did not have any presence in the Runyoni area until second week of May 2012. Runyoni was still under full control of FARDC.

(2) That all subjects, despite having been recruited on different dates and by different individuals claim to have used the exact same route, namely Mudende – Bigogwe Market – Ruhengeri - Hotel Bishokoro- Virunga National Park – Runyoni.

(3) That they were conscripted by two unarmed civilians who somehow managed to shepherd and control 23

RESTRICTED

recruits from their home area all the way to Virunga National Park without any means of coercion.



8  
RESTRICTED

**Annex 10**

**Signatories to the JVC's report on collective findings**

RESTRICTED

**RWANDAN DELEGATION**  
Colonel Fred MUZIRAGUHARARA

**DRC DELEGATION**  
KIBELISA NGAMBASUI Roger

*[Handwritten signature]*  
12/06/12

*[Handwritten signature]* 12-6-12  
**MONUSCO OBSERVATOR**

**IAN ROWE**



11  
RESTRICTED

**Annex 11**

**Briefing by Rwandan Ambassador Joseph Nsengimana before the AU  
Peace and Security Council on 21 June 2012**

**REPUBLIC OF RWANDA**



**EMBASSY OF THE REPUBLIC OF RWANDA TO ADDIS ABABA AND  
PERMANENT REPRESENTATION TO THE AFRICAN UNION**

**STATEMENT TO THE 21<sup>st</sup> JUNE AU PSC BRIEFING ON  
THE DRC**

**By**

**HE Prof Joseph NSENGIMANA  
Ambassador & Permanent Representative to the African Union**

*Check against delivery*

*Your Excellency, Chairperson of the Peace and Security Council,  
Your Excellency, Commissioner for Peace and Security,  
Excellencies Ambassadors and representatives of PSC Member States,  
Ladies and gentlemen,*

I am grateful for this opportunity you have given me to make a statement regarding the situation in the DRC.

From the onset, I want to state categorically that Rwanda is neither a cause nor an enabler of the ongoing crisis in the DRC. To the contrary, a pattern of undisputable facts indicate that Rwanda cannot be an obstacle but a strong partner for peace in the DRC.

Indeed, since 2009, Rwanda has deliberately sought to develop strong political, diplomatic and defense ties with the DRC government at the highest levels. The Government of Rwanda has been a key regional and international partner in seeking peaceful means to resolving the recurrent cycle of deadly violence in the DRC, with severe domestic and regional consequences. Rwanda together with the US government initiated and was a key member of the Tripartite Plus Mechanism, which brought together Rwanda, DRC, Burundi and Uganda, facilitated by the US.

The European Union (EU) through her Envoy to the Great Lakes Region, and the UN through several envoys and high ranking officials all got involved in the regional peace initiatives at various levels. The International Conference on the Great Lakes Region

(ICGLR), EAC partner States, CEPGL and AU also partnered with Rwanda in seeking a peaceful resolution of DRC crises at various levels.

Direct high-level engagements between Rwanda and the DRC diplomatic and defense officials have been at the forefront of Rwanda's efforts to find a peaceful resolution to the worrying situation in the DRC since the beginning of the current rebellion in DRC in April 2012. On 8 April 2012, a meeting was held in Rubavu, Western Rwanda and the DRC government requested Rwanda to chair a conciliatory meeting between the DRC government and a group of FARDC senior officers, former members of the CNDP armed wing. The former CNDP commanders led by Colonel Sultani Makenga – now the military leader of the M23 movement – acknowledged allegations of indiscipline against General Bosco Ntaganda but separated this matter from other grievances related to specific political, administrative and operational aspects of their integration within FARDC after the signing of the March 23<sup>rd</sup> 2009 political agreement.

During that meeting, a number of practical recommendations were made to avert an escalation of the crisis, leading many key ex-CNDP commanders to resist early calls to join the mutiny. The Government of Rwanda bares no responsibility, whatsoever, in the ensuing set of regrettable events and misguided initiatives that ruined prior constructive efforts and escalated the crisis towards full-blown military confrontation

*Mr. Chairman,*

Predictably, the current crisis has had tremendous strain on Rwanda. There has been a massive influx of refugees, insecurity at our Western border and with the abrupt increase in FDLR activities, to name but a few. These are matters of major concern for



the Government and people of Rwanda and I have no doubt they should concern this honorable Council as well.

It is crucial to note that, from the onset of the crisis, Rwanda has been receiving detailed information on alleged collusion between, and support from FARDC units to FDLR forces. Rwanda deliberately chose not to handle such alarming information in a way that could further aggravate the situation. Concerns were raised with our DRC counterparts – rather than with the media – further bilateral consultations were initiated leading to the establishment of a Joint Verification Mechanism to examine allegations and accusations on either side.

*Mr. Chairman,*  
*Dear colleagues,*

The Government of Rwanda is deeply disappointed that the work of the Joint Verification Mechanism was repeatedly hijacked by media “leaks” and declarations to the media on matters falling within the verification mechanism’s mandate, and about which a joint report was about to be produced. Whether such behavior was aimed at pre-empting a report that could disprove the hyped media accusations, thereby embarrassing some of the actors involved in this regrettable episode or motivated by some other unrevealed motives, Rwanda remains determined to handle this matter in the most responsible, constructive and forward-looking manner.

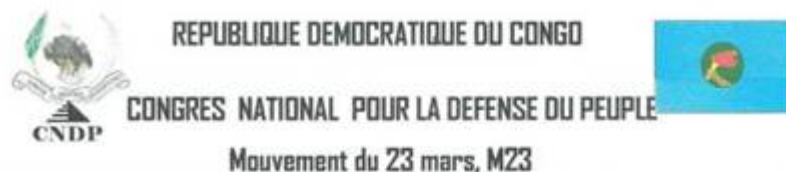
Rwanda will further discuss with the DRC government this and several other serious matters, and we intend to maintain full support to the Joint Verification Mechanism’s wider mandate beyond the highly mediatized but poorly evidenced recent accusations

against Rwanda. Our government is determined not to let its long term investment in constructive bilateral relations with a stable DRC be jeopardized by the irresponsible actions of any actor, internal and/or external to this crisis. We intend to maintain the doors for dialogue as wide open as possible. We argue this Council, institutions or governments considered long term partners in the building of a stable and peaceful region, to show support for this approach with a view to de-escalate a situation that threatens to draw back the region into its troubled past.

I thank you all.

## Annex 12

### M23 Statement claiming information on collaboration between the FDLR and the FARDC



#### Communiqué de Presse N°012/M23/CNDP/2012

Eu égard à la gravité des allégations mensongères et calomnieuses faites à l'encontre des éléments du M23 par le Gouverneur du Nord-Kivu en date du 15 mai dernier, reprises par le Ministre National de la Communication le vendredi 18 du même mois, selon lesquelles le M23 aurait fait recours aux génocidaires rwandais dans les combats actuels, la Coordination de notre Mouvement tient à préciser ce qui suit :

1. Face au revers spectaculaire qu'enregistrent toutes les unités FARDC déployées jusqu'à ce jour pour déloger les éléments du M23 de leurs positions, le gouvernement congolais a choisi d'imprimer une nouvelle stratégie de communication dont le seul but est de garantir une couverture parfaite aux traditionnelles méthodes de guerre, connues de tous, utilisées par son armée ;
2. Cette nouvelle stratégie consiste à être le premier à imputer publiquement à l'adversaire le recours à des génocidaires rwandais, et faire ainsi diversion sur ceux qu'il recrute et utilise lui-même au titre de fer de lance des FARDC. Le M23 détient une documentation fournie à ce sujet comprenant des preuves irréfutables sur les positions FARDC tenues par les éléments FDLR, les unités FARDC commandées par les officiers FDLR et leur implication dans les combats en cours.

3. Cette stratégie de communication du Gouvernement congolais est loin de fonctionner car les relations affairistes qui le lient à ces génocidaires rwandais, en temps de paix comme en temps de guerre, et ce depuis des longues années sont de notoriété publique, de ce fait personne ne s'y tromperait.
4. Le M23 qui a fondé la majeure partie de son combat politique sur la sécurisation du peuple congolais contre ces génocidaires ne pourrait en aucun cas faire la paix avec eux et n'entend pas mettre un terme à sa lutte avant qu'ils ne répondent des actes perpétrés par eux contre la population civile congolaise, et le Gouvernement congolais le sait.
5. La Coordination du M23 invite, à l'occasion, les amis du peuple congolais à plus de discernement dans les propos tenus ces derniers jours par les officiels congolais, car ils ne reflètent aucunement la réalité sur les différentes lignes de front.
6. Le M23 se réserve le droit de rendre publics les éléments de preuve qui attestent la collusion permanente et solide entre les FARDC et les FDLR.

Fait à RUTSHURU, le 22 mai 2012

Le Porte-parole du Haut-Commandement Militaire

  
KAZARAMA Vianney  
Lieutenant Colonel

Contact : +243937710365